

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29076]

5 DECEMBRE 2013. — Décret modifiant le décret du 31 mars 2004 relatif à l'adoption (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Un titre préliminaire, rédigé comme suit, est ajouté avant le titre I^{er} du décret du 31 mars 2004 relatif à l'adoption, modifié par le décret du 1^{er} juillet 2005 :

“ TITRE PRELIMINAIRE : Principes généraux en matière d'adoption

Article 1^{er}. Le décret repose sur les principes généraux suivants, développés dans une charte éthique approuvée par le Gouvernement.

L'adoption consiste d'abord à donner une famille à un enfant et non un enfant à une famille.

Le décret s'inscrit dans le respect du principe de subsidiarité de l'adoption et de double subsidiarité pour l'adoption internationale.

Dans le cadre de l'application de ce décret, la Communauté française veille à :

1° promouvoir le respect de chaque personne concernée (enfants, parents et famille d'origine, parents et famille adoptive) et garantir l'accès au dispositif d'adoption sans discrimination;

2° promouvoir un accompagnement de qualité des parents d'origine qui envisagent de confier leur enfant en adoption;

3° promouvoir un projet de vie permanent pour chaque enfant;

4° promouvoir une évaluation qualitative de l'adoptabilité des enfants;

5° promouvoir la préparation et la participation de l'enfant au projet d'adoption qui le concerne;

6° soutenir de façon adaptée l'adoption d'enfants à besoins spécifiques;

7° promouvoir la professionnalisation des intervenants;

8° assurer une véritable co-responsabilité avec les pays d'origine dans les situations d'adoption internationale;

9° promouvoir une information, une préparation, un accompagnement et un soutien de qualité des candidats adoptants au long de la procédure;

10° promouvoir une évaluation de qualité de l'aptitude des candidats adoptants;

11° promouvoir un examen des candidatures centré sur les besoins des enfants adoptables;

12° promouvoir un apparentement individualisé;

13° offrir un suivi et un accompagnement post-adoptif de qualité;

14° promouvoir la transparence financière et contribuer à la lutte contre les abus dans l'adoption internationale.

Au travers d'une évaluation régulière de ses pratiques, la Communauté française œuvre à l'amélioration constante de son dispositif. ”.

Art. 2. L'intitulé du titre Ier du même décret est remplacé par l'intitulé suivant : “ Dispositions générales ”.

Art. 3. L'article 1^{er} du même décret devient article 1/1.

A cet article 1/1, les modifications suivantes sont apportées :

1° un point 1/1, rédigé comme suit, est ajouté après le point 1 :

“ 1/1 Ministre : le Ministre ayant l'adoption dans ses attributions; ”;

2° le point 7 est modifié comme suit :

“ 7 organisme d'adoption : service agissant comme intermédiaire à l'adoption, ayant une mission d'aide et de protection de l'enfance et également de soutien à la parentalité adoptive, agréé en vertu du présent décret; ”;

3° le point 8 est modifié comme suit :

“ 8 adoption internationale : toute adoption impliquant le déplacement international d'un enfant tel que visé aux articles 360-2 et 365-6 du Code civil; ”;

4° un point 12, rédigé comme suit, est ajouté après le point 11 :

“ 12 Convention de La Haye : la convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, faite à La Haye le 29 mai 1993. ”.

Art. 4. L'article 2 du même décret est modifié comme suit :

“ Toute personne qui contribue à l'application du présent décret est tenue au respect des dispositions du Code de déontologie de l'aide à la jeunesse, à l'exception de l'article 8, alinéa 3 et des articles 9, 10, 11 et 13, adopté en vertu du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse. ”.

Art. 5. Un nouvel article 2/2, rédigé comme suit, est inséré entre l'article 2 et l'article 3 du même décret :

“ Le Gouvernement, en étroite collaboration avec l'administration compétente et après avis du Conseil supérieur de l'adoption, procède à une évaluation scientifique externe qui a pour objectif d'évaluer la pertinence et l'efficacité des mesures mises en œuvre par le secteur pour rencontrer un ou plusieurs principes visés au titre préliminaire du décret.

Un comité d'accompagnement est chargé de piloter l'évaluation visée à l'alinéa 1^{er}. Ce comité se compose, au minimum :

1° d'un représentant de l'Observatoire de l'enfance de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse;

2° d'un représentant du Ministre;

- 3° d'un représentant de l'A.C.C.;
- 4° d'un représentant de la Direction générale de l'Aide à la jeunesse;
- 5° d'un représentant du Conseil supérieur de l'adoption;
- 6° d'un délégué de la ou des fédérations représentatives des organismes d'adoption.

Le Gouvernement transmet le rapport d'évaluation, au plus tard à mi-législature, au Conseil supérieur de l'adoption et, pour information, au Parlement. ”.

Art. 6. L'alinéa 3 de l'article 3 du même décret est modifié comme suit :

“ L'avis du conseil supérieur est obligatoire pour tout avant-projet de décret et tout projet d'arrêté réglementaire relatifs à l'adoption; dans ce cas, l'avis doit être transmis dans un délai ne dépassant pas soixante jours. Ce délai prend cours à la réception de la demande d'avis par le secrétariat du conseil supérieur. Passé ce délai, l'avis n'est plus requis.”.

Art. 7. A l'article 4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 5 de l'alinéa 1^{er} est modifié comme suit :

“ 5 un membre du conseil communautaire de l'aide à la jeunesse faisant partie de la section thématique du conseil communautaire relative à l'accueil familial; ”;

2° un point 7, rédigé comme suit, est ajouté après le point 6 de l'alinéa 1^{er} :

“ 7 deux membres du personnel de l'A.C.C. ”;

3° le point 2 de l'alinéa 2 est remplacé par le point suivant :

“ 2 le fonctionnaire dirigeant de l'administration compétente ou son délégué; ”;

4° un point 4/1 et un point 4/2, rédigés comme suit, sont ajoutés après le point 4 de l'alinéa 2 :

“ 4/1 un délégué de l'autorité centrale communautaire flamande;

4°/2 un délégué de l'autorité centrale germanophone; ”.

Art. 8. La première phrase de l'article 8 du même décret est modifiée comme suit :

“ Le conseil supérieur établit tous les deux ans un rapport d'activités contenant, notamment, tous les avis rendus. ”.

Art. 9. L'article 11 du même décret est modifié comme suit :

“ Le Gouvernement fixe la procédure de nomination des membres du conseil supérieur, ainsi que les jetons de présence et les indemnités de parcours auxquels ceux-ci peuvent prétendre.”.

Art. 10. A l'article 12 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 4 est remplacé par la disposition suivante :

“ 4 d'instruire les plaintes éventuelles des candidats adoptants ou des adoptants survenues dans le cadre d'une étape de leur procédure d'adoption; ”;

2° le point 5, modifié par le décret du 1^{er} juillet 2005, est modifié comme suit :

“ 5 de réaliser les enquêtes sociales qui lui sont ordonnées dans le cadre de la loi, et de les transmettre aux autorités concernées; ”;

3° un point 5/1, rédigé comme suit, est ajouté après le point 5 :

“ 5/1 d'encadrer les adoptions internationales visées au titre V, chapitre 3, section 5; ”;

4° le point 10, supprimé par le décret du 1^{er} juillet 2005, est rétabli dans la rédaction suivante :

“ 10 d'exercer les compétences visées aux articles 4, 5, 7, 8, 9, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 et 30 de la Convention de La Haye; ”;

5° le point 11 est modifié comme suit :

“ 11 d'établir tous les deux ans un rapport d'activités communiqué au Gouvernement qui le transmet au Parlement de la Communauté française. ”.

Art. 11. A l'article 13 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 1, les mots “ d'une association internationale sans but lucratif, ” sont supprimés;

2° un point 1/1, rédigé comme suit, est ajouté après le point 1 :

“ 1/1 : avoir un conseil d'administration composé de quatre membres au minimum, dont la moitié au moins ne peut être parent ou allié jusqu'au 3^{ème} degré avec des membres du personnel de l'organisme d'adoption; un membre au moins doit avoir une compétence ou une expérience en matière de gestion; un membre au moins doit avoir une compétence ou une expérience en matière d'aide à la jeunesse ou d'enfance; ”;

3° le point 4 est modifié comme suit :

“ 4 remplir les missions fixées aux titre IV, chapitre 3, Titre V, chapitre 3, sections 1^{re}, 2, 3, 4 et 6, et chapitre 4, section 1^{re}, et titre VI; ”;

4° au point 5, c) du même article, les mots “ et disposant d'une formation et expérience dans le domaine de l'adoption ” sont supprimés.

Art. 12. A l'article 14 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots “ et remplir les conditions particulières suivantes ” sont ajoutés après les mots “ respecter les conditions visées à l'article 13 et ”;

2° le point 1 est remplacé par la disposition suivante :

“ 1 mener l'ensemble de ses missions dans le respect des personnes ainsi que de leur vie privée et familiale, de façon individualisée et sans discrimination; ”;

3° le point 5 est remplacé par la disposition suivante :

“ 5 respecter les instructions des circulaires ministérielles; ”;

4° le point 6 est modifié comme suit :

“ 6 transmettre à l’A.C.C., à la fin de chaque trimestre, une copie de ses listes d’attente; générer les listes d’attente en tenant compte des possibilités réelles d’appareillage, et prendre les dispositions nécessaires pour réorienter, le cas échéant, les candidats en attente vers d’autres possibilités d’appareillage; informer l’A.C.C. lorsqu’une liste d’attente est complète, de sorte qu’aucune nouvelle candidature ne peut être acceptée; ”;

5° le point 10 est modifié comme suit :

“ 10 porter à la connaissance de l’A.C.C. tout événement grave qui peut avoir des répercussions sur l’organisme d’adoption, ou porter atteinte à l’image de la Communauté française; ”;

6° au point 11 du même article, les mots “ aux articles 33, § 2 et 37, § 2 ” sont remplacés par les mots “ à l’article 31, § 1^{er}, ”;

7° au point 16 du même article, les mots “ dans les quinze jours ” sont remplacés par le mot “ immédiatement ”;

8° le point 17 du même article est modifié comme suit :

“ 17 refuser de réaliser l’enquête sociale visée au titre V, chapitre 2 pour un membre du personnel ou du conseil d’administration de l’organisme. ”.

Art. 13. A l’article 15 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° l’alinéa 1^{er} est modifié comme suit :

“ Tout organisme d’adoption peut demander son agrément pour l’adoption interne, pour l’adoption internationale ou pour les deux, lorsqu’il s’agit de l’adoption d’enfants porteurs de handicap. ”;

2° le point 2 de l’alinéa 3 est modifié comme suit :

“ 2 les modalités et les conditions selon lesquelles doivent être prises les décisions d’octroi, de renouvellement, de refus ou de retrait d’agrément, après avis rendu par la commission d’agrément visée à l’article 46 du décret du 4 mars 1991 relatif à l’aide à la jeunesse, laquelle se voit adjoindre un deuxième représentant des organismes d’adoption et deux membres du Conseil supérieur désignés par le Gouvernement, siégeant avec voix délibérative, et deux membres de l’A.C.C. siégeant avec voix consultative; l’avis de la commission d’agrément est donné tant sur la conformité que sur l’opportunité; le Gouvernement fixe les critères d’opportunité d’agrément des organismes d’adoption; ”;

3° au point 3 du même alinéa, la partie de phrase commençant par les mots “ l’octroi des subventions peut être suspendu... ” est supprimée;

4° le point 4 du même alinéa est modifié comme suit :

“ 4 les modalités de recours contre les décisions de refus d’octroi ou de renouvellement d’agrément, contre les décisions de retrait d’agrément et contre les décisions de suspension des subventions, et la possibilité pour le demandeur d’être entendu lors de la procédure de recours. ”.

Art. 14. L’intitulé du chapitre 3 du même décret est remplacé par l’intitulé suivant : “ Dispositions spécifiques pour les organismes d’adoption en matière d’adoptabilité des enfants ”.

Art. 15. Une subdivision intitulée “ Section 1^{re}. - Organismes d’adoption agréés pour l’adoption interne : l’intervention auprès des enfants susceptibles d’être adoptés en adoption interne extrafamiliale et de leurs parents d’origine ”, est insérée au début du chapitre 3 du même décret.

Art. 16. Les articles 16/1 et 16/2, rédigés comme suit, sont insérés dans la section 1^{re} du chapitre 3 du même décret :

“ Article 16/1. L’information préalable des parents d’origine de l’enfant né ou à naître visée à l’article 348-4 du Code civil est assurée par un organisme d’adoption agréé pour l’adoption interne.

L’organisme d’adoption veille à les informer quant aux alternatives à l’adoption, aux effets juridiques de l’adoption et aux implications psychologiques de celle-ci.

Il peut également les orienter vers des services d’aide spécialisée.

Article 16/2. § 1^{er}. Lorsque les personnes visées à l’article 16/1, alinéa 1^{er}, confirment leur intention de confier l’enfant en adoption, ils mandatent à cet effet par écrit l’organisme d’adoption.

L’organisme d’adoption recueille auprès de ces personnes les informations utiles à l’éventuelle recherche liée aux origines, contenues dans le rapport sur l’enfant visé au § 2.

Il leur apporte une assistance dans l’accomplissement des démarches légales et administratives relatives à l’adoption de l’enfant et un soutien psychologique tout au long de la procédure d’adoption.

Il reste à leur disposition après le prononcé de l’adoption.

§ 2. L’organisme d’adoption réalise un rapport sur l’enfant pour lequel les personnes visées à l’article 16/2, alinéa 1^{er}, ont mandaté l’organisme d’adoption, conformément au § 1^{er}.

Le Gouvernement fixe le modèle de ce rapport.

Ce rapport met en évidence les besoins spécifiques de l’enfant par rapport à l’adoption envisagée.

Sur base de ce rapport, l’organisme d’adoption recherche pour chaque enfant les candidats adoptants les plus appropriés aux caractéristiques et besoins de cet enfant, conformément aux dispositions du titre V, chapitre 3, section 2.

Il prépare l’enfant à son adoption et assure l’accompagnement de celui-ci jusqu’au prononcé de son adoption, en effectuant au moins une visite dans les trois premiers mois de son arrivée au domicile des candidats adoptants, et en effectuant ensuite une rencontre semestrielle au domicile des candidats adoptants ou au siège de l’organisme d’adoption.

L’organisme d’adoption reste à la disposition de la personne adoptée pour toute aide et orientation dans le respect de l’article 49.

§ 3. Il s’assure que les parents d’origine, s’ils consentent à l’adoption, ont été dûment informés quant aux conséquences juridiques et psychologiques relatives à l’adoption envisagée pour leur enfant. ”.

Art. 17. Une subdivision intitulée “ Section 2. - Organismes d’adoption agréés pour l’adoption internationale : les collaborations à l’étranger ”, est insérée après l’article 16/2 du même décret.

Art. 18. A l'article 17 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est modifié comme suit :

“ L'organisme d'adoption qui souhaite initier une collaboration à l'étranger, avertit l'A.C.C. de son intention; il dispose ensuite d'un délai de six mois maximum pour introduire une demande complète, sous pli recommandé ou contre accusé de réception, auprès de l'A.C.C.; le nombre de demandes en cours est limité à deux. ”;

2° le point 3 de l'alinéa 2 est modifié comme suit :

“ 3 un canevas de collaboration dans le pays ou dans l'entité territoriale du pays concerné; le Gouvernement fixe le modèle de ce canevas; ”.

Art. 19. A l'article 18 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 1 de l'alinéa 1^{er}, les mots “ article 17, 2 ” sont remplacés par les mots “ article 17, alinéa 2, 2, ”;

2° l'alinéa 2 et l'alinéa 3, modifié par le décret du 1^{er} septembre 2005, sont remplacés par les alinéas 2, 3, 4 et 5, rédigés comme suit :

“ Si la demande respecte les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, l'A.C.C. informe le Ministre. En l'absence de réaction de la part du Ministre dans les 30 jours suivant la date de l'information, l'A.C.C. autorise l'organisme d'adoption à entamer une collaboration à l'essai, pour un nombre limité de dossiers, déterminé par l'A.C.C.

Un rapport d'évaluation est remis au Ministre au plus tard après deux ans de collaboration à l'essai.

Au plus tard dans les trois ans de la collaboration, l'A.C.C. transmet son avis final sur celle-ci au Ministre.

Dans les trois mois qui suivent la réception de l'avis de l'A.C.C., le Gouvernement marque soit son accord sur la poursuite de la collaboration, soit l'assortit de conditions ou de réserves, soit refuse la poursuite de celle-ci. ”.

Art. 20. A l'article 19 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les deux alinéas sont insérés dans un § 1^{er};

2° un § 2, rédigé comme suit, est ajouté :

“ § 2. Avant tout apparemment visé au titre V, chapitre 3, section 3, l'organisme d'adoption met tout en œuvre pour recueillir toutes les informations disponibles sur les circonstances de la naissance et de la décision de placement en adoption, sur l'histoire de vie et l'évolution de l'enfant, et sur son état de santé, conformément au modèle de rapport sur l'enfant fixé par le Gouvernement, afin de s'assurer de l'adoptabilité juridique et psycho-sociale de celui-ci ”.

Art. 21. L'article 20 du même décret, modifié par le décret du 1^{er} juillet 2005, est modifié comme suit :

“ En cas de non respect de l'article 19 ou si la situation dans le pays étranger où l'entité territoriale du pays étranger le justifie, l'A.C.C. peut décider de suspendre provisoirement l'accord donné conformément à l'article 18 ou de mettre des conditions supplémentaires à la poursuite de la collaboration autorisée.

Elle en informe le Ministre.

Le Ministre peut décider de retirer l'accord donné conformément à l'article 18 ou de mettre des conditions supplémentaires à la poursuite de la collaboration autorisée, après avoir reçu un rapport écrit de l'A.C.C., qui entend préalablement l'organisme d'adoption. ”.

Art. 22. L'intitulé du titre V du même décret est remplacé par l'intitulé suivant :

“ Les étapes de la procédure d'adoption ”.

Art. 23. L'intitulé du chapitre 1^{er} du même décret est remplacé par l'intitulé suivant : “ L'inscription et la préparation ”.

Art. 24. A l'article 21 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est inséré dans un § 1^{er};

2° l'alinéa 2 est inséré dans un § 2, et modifié comme suit :

“ L'A.C.C. transmet aux candidats adoptants qui en font la demande un formulaire d'inscription à la procédure d'adoption.

Pour pouvoir s'inscrire à la procédure, les candidats adoptants doivent remplir les conditions d'âge, d'état civil et de résidence requises par la loi. L'A.C.C. vérifie ces conditions, et ouvre un dossier individuel à chaque inscription.

Le Gouvernement fixe la liste des documents à produire pour l'inscription à la procédure. ”;

3° des nouveaux §§ 3 et 4, rédigés comme suit, sont ajoutés après le § 2 :

“ § 3. L'A.C.C. peut refuser d'inscrire à la préparation à l'adoption pour l'adoption de l'enfant concerné :

1° tout candidat adoptant qui, dans le cadre de la procédure de régularisation visée à l'article 365-6 du Code civil, n'a pas obtenu de l'Autorité centrale fédérale l'autorisation d'entamer la procédure d'adoption visée à l'article 361-1 du même Code;

2° tout candidat adoptant qui s'est vu confier un enfant dans un État d'origine qui ne connaît ni l'adoption ni le placement en vue d'adoption, sans avoir respecté les dispositions de l'article 361-5 du Code civil.

Si les candidats adoptants visés à l'alinéa 1^{er} veulent néanmoins s'inscrire à une procédure de préparation à l'adoption, l'A.C.C. précise, sur le certificat de préparation visé à l'article 28, que celui-ci ne peut pas être utilisé pour l'adoption de l'enfant visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 4. Lorsqu'un candidat adoptant s'inscrit à la préparation à l'adoption, alors qu'il relève de l'application des articles 363 -1 à 363 -3 du Code civil, l'A.C.C. précise cet élément sur le certificat de préparation visé à l'article 28, et avertit le tribunal de la jeunesse compétent. ”.

Art. 25. L'article 22 du même décret est modifié comme suit :

“ La préparation vise à responsabiliser les candidats adoptants en les informant sur les aspects juridiques, contextuels, culturels, éthiques et humains de l'adoption, ainsi qu'en les sensibilisant aux enjeux psychologiques, familiaux et relationnels de la filiation adoptive. ”.

Art. 26. L'article 23 du même décret est modifié comme suit :

“ Le Gouvernement peut prévoir des cycles de préparation spécifique, notamment pour des projets d'adoption intrafamiliale, pour des projets de seconde adoption et pour des projets d'adoption d'enfants porteurs de handicap.

La préparation peut comprendre, selon le type de projet, des séances collectives d'information, des séances collectives de sensibilisation et des entretiens individuels.

Le Gouvernement fixe, par type de projet d'adoption, les modalités de la préparation, le délai dans lequel elle doit être suivie, ainsi que les montants et les modalités de versement des frais dus par les candidats adoptants pour leur participation à la préparation.

S'ils sont mariés ou cohabitants, les candidats adoptants doivent participer ensemble aux différentes séances de la préparation. ”.

Art. 27. L'article 24 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

“ L'A.C.C. organise les cycles de préparation à l'adoption. ”

Art. 28. La subdivision intitulée “ CHAPITRE II. – L'organisation de la préparation ”, située entre les articles 24 et 25 du même décret, est supprimée.

Art. 29. L'article 25 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

“ Tout ou partie de la réalisation de la préparation à l'adoption peut être confiée à des animateurs agréés.

Le Gouvernement fixe les conditions d'agrément, la procédure de sélection et les modalités de prestation des animateurs agréés. ”.

Art. 30. L'article 26 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

“ Le Gouvernement fixe les conditions dans lesquelles l'A.C.C. peut rendre équivalente une préparation à l'adoption suivie ailleurs qu'en Communauté française. ”.

Art. 31. L'article 27 du même décret est abrogé.

Art. 32. L'article 28 du même décret est modifié comme suit :

“ L'A.C.C. délivre aux candidats adoptants le certificat attestant que la préparation a été suivie, conformément aux articles 346-2, alinéa 1^{er}, et 361-1, alinéa 2, du Code civil.

Ce certificat est valable dix-huit mois.

Dans le cadre de l'adoption interne, cette durée de validité peut être prolongée par l'A.C.C., à condition que les candidats adoptants aient signé la convention, conformément à l'article 33, § 2, avant l'expiration de cette durée de validité. ”.

Art. 33. La subdivision “ Titre Vbis. - L'enquête sociale ” du même décret est remplacée par la subdivision “ CHAPITRE 2. - L'enquête sociale relative à l'aptitude des adoptants ”.

Art. 34. L'article 29 du même décret est modifié comme suit :

“ § 1^{er}. L'A.C.C. est chargée de mener l'enquête sociale ordonnée par le juge de la jeunesse en application des articles 1231-6, alinéa 1^{er}, 1231-29, alinéa 1^{er} et 1231-33/3 du Code judiciaire.

Un psychologue d'un organisme d'adoption agréé, désigné par l'A.C.C., est consulté dans le cadre de l'application des articles 1231-6, alinéa 1^{er}, 1231-29, alinéa 1^{er} et 1231-33/3 du Code judiciaire.

§ 2. Le Gouvernement fixe les modalités et le coût de l'enquête sociale.

§ 3. A la demande du tribunal de la jeunesse dans le cadre d'une adoption intrafamiliale interne, l'A.C.C. est chargée d'assurer une information adéquate des parents d'origine de l'enfant, conformément à l'article 348-4 du Code civil. Elle peut déléguer cette mission à un autre intervenant. ”.

Art. 35. La subdivision “ Titre VI. – L'appareusement ” du même décret est remplacée par la subdivision “ CHAPITRE 3. - La phase d'appareusement ”.

Art. 36. La subdivision “ CHAPITRE Ier. – L'adoption interne ”, située entre les articles 29 et 30 du même décret, est supprimée.

Art. 37. La subdivision “ Section 1^{re} - L'intervention auprès des enfants susceptibles d'être adoptés et de leurs parents d'origine ”, située entre les articles 29 et 30 du même décret, est supprimée.

Art. 38. Une subdivision “ Section 1. - Dispositions générales ”, est insérée entre les articles 29 et 30 du même décret, en début de CHAPITRE 3.

Art. 39. L'article 30 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

“ § 1^{er}. L'appareusement vise à identifier les candidats adoptants adéquats qui pourraient le mieux répondre aux enfants en besoin d'adoption.

§ 2. A l'exception des situations visées aux sections 5 et 6 du présent chapitre, les candidats adoptants sont encadrés par un organisme d'adoption, dans la phase d'appareusement.

§ 3. Les candidats adoptants font le choix de poursuivre soit la procédure d'adoption interne visée à la section 2, soit la procédure d'adoption internationale visée à la section 3, soit la procédure d'adoption d'un enfant porteur de handicap visée à la section 4. Ces procédures ne peuvent pas être suivies concomitamment.

Tout passage d'une procédure à l'autre, nécessite un accord écrit de l'A.C.C., qui en fixe les modalités selon l'évolution de la procédure. ”.

Art. 40. L'article 31 du même décret est modifié comme suit :

“ § 1^{er}. Lorsqu'un organisme d'adoption accepte la candidature de candidats adoptants, il conclut avec ceux-ci une convention précisant les obligations de chacune des parties pendant le déroulement de la procédure d'apparement et d'adoption et pour la réalisation des suivis post-adoptifs, les détails des différents types de frais que les candidats seront amenés à exposer, et les modalités de résiliation de celle-ci.

Le Gouvernement fixe le modèle de cette convention.

Sauf dérogation écrite accordée par l'A.C.C., sur base de critères fixés par le Gouvernement, les candidats adoptants ayant signé une convention ne peuvent entamer une autre procédure d'apparement.

§ 2. L'organisme d'adoption contribue à rechercher les candidats adoptants les plus appropriés aux caractéristiques de chaque enfant.

Avant toute proposition d'enfant à des candidats adoptants, l'organisme d'adoption demande l'accord de l'A.C.C. sur cette proposition. L'A.C.C. vérifie la bonne application des critères légaux, et l'adoptabilité juridique et psychosociale de l'enfant, sur base du rapport sur l'enfant visé aux articles 16/2, § 2, et 19, § 2.

Le Gouvernement fixe les modalités de transmission à l'A.C.C. et le contenu minimal de la proposition d'enfant.

§ 3. Lorsqu'un organisme d'adoption est saisi d'une proposition d'enfant, pour laquelle aucun des candidats avec lesquels il a signé une convention ne peut répondre adéquatement, il contacte les autres organismes d'adoption, en vue de trouver des candidats adoptants susceptibles d'accepter cette proposition.

Le Gouvernement fixe les modalités, en ce compris financières, de la collaboration entre les organismes. ”.

Art. 41. L'intitulé de la section 2 du même décret est remplacé par l'intitulé suivant : “ L'adoption interne extrafamiliale encadrée par un organisme d'adoption ”.

Art. 42. A l'article 32 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots “ le profil des enfants susceptibles d'être adoptés ” sont ajoutés après les mots “ son éthique, ”;

2° les mots “ à l'article 14, 1 ” sont remplacés par les mots “ à l'article 31, § 1^{er} ”.

Art. 43. L'article 33 du même décret est modifié comme suit :

“ § 1^{er}. Lorsqu'après avoir suivi la préparation visée au chapitre 1^{er} du présent titre et participé à la séance d'information visée à l'article 32, les candidats adoptants confirment par écrit à un organisme d'adoption leur intention de lui confier l'encadrement de leur projet, l'organisme d'adoption :

1° procède à l'examen de recevabilité de la candidature, en tenant compte des critères légaux, du nombre de places disponibles sur la liste d'attente eu égard au nombre d'enfants susceptibles d'être adoptés par l'intermédiaire de l'organisme d'adoption et de la délivrance d'un extrait de casier judiciaire du modèle visé à l'article 596, alinéa 2 du Code d'instruction criminelle;

2° communique par écrit sa décision motivée dans le mois de la réception de la demande d'encadrement des candidats adoptants; copie de cette décision est envoyée à l'A.C.C.

Si les candidats adoptants contestent la décision de l'organisme d'adoption, ils peuvent introduire un recours à l'A.C.C.; celle-ci instruit le dossier et, soit confirme la décision de l'organisme, soit impose à celui-ci d'entamer l'examen psycho-médico-social de la candidature, conformément au § 2.

§ 2. Si la candidature est recevable, l'organisme effectue, dans un délai de six mois suivant la décision visée au § 1^{er}, 2, l'examen psycho-médico-social de la candidature; cet examen tient compte du profil des enfants susceptibles d'être adoptés par l'intermédiaire de l'organisme d'adoption et des incidences juridiques, psychologiques, familiales et relationnelles du projet d'adoption sur le projet de vie des adoptants et de l'enfant à adopter. Le Gouvernement fixe le contenu et les modalités de cet examen.

L'organisme d'adoption communique par écrit sa décision motivée aux candidats adoptants; copie de cette décision est envoyée à l'A.C.C.

Si la candidature est acceptée, les candidats adoptants concluent avec l'organisme d'adoption la convention visée à l'article 31, § 1^{er}.

Si la candidature est refusée, l'organisme d'adoption propose aux candidats adoptants un entretien en vue d'explicitier les raisons de sa décision.

Le Gouvernement fixe les modalités de versement et le montant maximum des frais dus par les candidats adoptants à l'organisme d'adoption pour l'examen psycho-médico-social de la candidature et l'encadrement de leur projet d'adoption.

Ce montant peut tenir compte des revenus des candidats adoptants.

§ 3. Ensuite, l'organisme d'adoption :

1° reste à la disposition des candidats adoptants pour les soutenir pendant la période d'attente d'une proposition d'enfant;

2° organise annuellement au moins un entretien d'évaluation psycho-médico-sociale de la candidature;

3° lorsqu'un enfant déterminé peut leur être proposé, après accord de l'A.C.C. sur la proposition d'enfant, organise, avec le soutien de l'équipe pluridisciplinaire, un entretien avec les candidats adoptants au cours duquel sont présentés les éléments du rapport sur l'enfant visé à l'article 16/2, § 2;

4° après accord écrit des candidats adoptants sur l'enfant proposé, les prépare à l'accueil de l'enfant et veille à ce que toutes les mesures légales et administratives soient accomplies pour le séjour de l'enfant auprès des candidats adoptants;

5° apporte tout conseil et aide aux candidats adoptants dans le cadre de la procédure devant le tribunal de la jeunesse. ”.

Art. 44. La subdivision “ Chapitre II. - L'adoption internationale d'enfants résidant habituellement dans un état étranger ” du même décret est supprimée.

Art. 45. La subdivision “ Section 1^{re}. – L’encadrement des demandes par les organismes d’adoption ” du même décret est remplacée par la subdivision suivante :

“ Section 3. - L’adoption internationale extrafamiliale encadrée par un organisme d’adoption ”.

Art. 46. L’article 34 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

“ L’organisme d’adoption organise une séance gratuite d’information au cours de laquelle seront, notamment, présentés ses missions, son fonctionnement général, son mode de travail, son éthique, le profil des enfants susceptibles d’être adoptés et ses collaborations à l’étranger. Lors de cette séance, il remet aux candidats adoptants :

1° un dossier reprenant un aperçu de l’adoption dans les pays étrangers ou entités territoriales de pays étrangers avec lesquels il est autorisé à collaborer, du point de vue de la protection de l’enfance et des besoins des enfants susceptibles d’être adoptés;

2° un exemplaire du projet de convention visé à l’article 31, § 1^{er}. ”

Art. 47. L’article 35 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

“ § 1^{er}. Lorsqu’après avoir suivi la préparation visée au chapitre 1^{er} du présent titre et participé à la séance d’information visée à l’article 34, les candidats adoptants qui sont porteurs d’un jugement d’aptitude visé à l’article 1231-31 du Code judiciaire confirment par écrit à un organisme d’adoption leur intention de lui confier la poursuite de l’encadrement de leur projet dans un ou plusieurs pays déterminés, l’organisme d’adoption :

1° procède à l’examen de recevabilité de la candidature, en tenant compte des critères légaux, ainsi que de l’adéquation de la demande :

a) avec les conditions d’adoption des pays étrangers ou des entités territoriales des pays étrangers avec lesquels il est autorisé à collaborer;

b) avec les mentions reprises sur le jugement prononcé par le juge de la jeunesse relatif à leur aptitude et dans le rapport du Ministère public joint à ce jugement;

c) avec le nombre de places disponibles sur la liste d’attente, eu égard aux besoins des pays d’origine;

2° communique par écrit sa décision motivée, dans le mois de la réception de la demande d’encadrement des candidats adoptants; copie de cette décision est envoyée à l’A.C.C.

Si les candidats adoptants contestent la décision de l’organisme d’adoption, ils peuvent introduire un recours à l’A.C.C.; celle-ci instruit le dossier, et soit confirme la décision de l’organisme, soit impose à celui-ci d’entamer l’examen psycho-médico-social de la candidature, conformément au § 2.

§ 2. Si la candidature est recevable, l’organisme effectue, dans un délai de trois mois suivant la décision visée au § 1^{er}, 2, l’examen psycho-médico-social de la candidature; cet examen tient compte du profil des enfants susceptibles d’être adoptés par l’intermédiaire de l’organisme d’adoption et des incidences juridiques, psychologiques, familiales et relationnelles du projet d’adoption sur le projet de vie des adoptants et de l’enfant à adopter. Le Gouvernement fixe le contenu et les modalités de cet examen.

L’organisme d’adoption communique par écrit sa décision motivée aux candidats adoptants; copie de cette décision est envoyée à l’A.C.C.

Si la candidature est acceptée, les candidats adoptants concluent avec l’organisme d’adoption la convention visée à l’article 31, § 1^{er}.

Si la candidature est refusée, l’organisme d’adoption propose aux candidats adoptants un entretien en vue d’explicitier les raisons de sa décision.

Le Gouvernement fixe les modalités de versement et le montant maximum des frais dus par les candidats adoptants à l’organisme d’adoption pour l’examen psycho-médico-social de la candidature et l’encadrement de leur projet d’adoption.

Ce montant peut tenir compte des revenus des candidats adoptants.

§ 3. Ensuite, l’organisme d’adoption :

1° apporte tout conseil et aide aux candidats adoptants dans le cadre de la constitution du dossier à adresser à l’autorité étrangère compétente;

2° envoie le dossier à l’autorité étrangère compétente, et en informe l’A.C.C.;

3° reste à la disposition des candidats adoptants pour les soutenir pendant la période d’attente d’une proposition d’enfant;

4° organise un entretien annuel d’évaluation psycho-médico-sociale de la candidature;

5° reçoit de l’autorité étrangère compétente, directement ou par l’intermédiaire de l’A.C.C., les documents relatifs à l’enfant visés à l’article 361-3, 2, du Code civil, ou le cas échéant, des documents équivalents ou la dispense de produire ceux-ci, conformément à l’article 361-4 du Code civil;

6° après accord de l’A.C.C. sur la proposition d’enfant, organise avec le soutien de l’équipe pluridisciplinaire un entretien avec les candidats adoptants au cours duquel sont présentés les éléments du rapport sur l’enfant visé à l’article 19, § 2, ainsi que la proposition d’enfant visée au point 5;

7° après accord écrit des candidats adoptants sur l’enfant proposé, conformément à l’article 361-3, 3, du Code civil, transmet cet accord, ainsi que celui de l’A.C.C., conformément à l’article 361-3, 5, du Code civil, à l’autorité étrangère compétente;

8° prépare les candidats adoptants à l’accueil de l’enfant et à leur déplacement dans le pays ou l’entité territoriale du pays concerné;

9° apporte l’aide nécessaire aux candidats adoptants lors de leur déplacement à l’étranger dans le cadre de la poursuite de la procédure dans le pays concerné, lors de la phase de reconnaissance de l’adoption et pour toute démarche administrative à l’arrivée de l’enfant. ”.

Art. 48. L’article 36 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

“ L’organisme d’adoption peut assurer l’encadrement de demandes particulières visées au Titre V, chapitre 3, section 5, sous-sections 1 et 2. Dans ce cas, l’organisme d’adoption assure une ou plusieurs des missions prévues aux articles 34 et 35, conformément à la demande de l’A.C.C. ”.

Art. 49. Une subdivision " Section 4. – L'adoption interne et internationale d'enfants porteurs de handicap ", est insérée entre les articles 36 et 37 du même décret.

Art. 50. L'article 37 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

" § 1^{er}. L'organisme d'adoption agréé pour l'adoption d'enfants porteurs de handicap organise une séance gratuite d'information au cours de laquelle seront notamment présentés ses missions, son fonctionnement général, son mode de travail, son éthique et ses collaborations en Belgique ou à l'étranger. Lors de cette séance, il remet aux candidats adoptants un exemplaire du projet de convention visé à l'article 31, § 1^{er}.

§ 2. Lorsqu'après avoir suivi la préparation spécifique pour l'adoption d'enfants porteurs de handicap visée à l'article 23, alinéa 1^{er}, et participé à la séance d'information visée au § 1^{er}, les candidats adoptants confirment par écrit à l'organisme d'adoption leur intention de lui confier l'encadrement de leur projet, l'organisme d'adoption :

1° procède à l'examen de recevabilité de la candidature, en tenant compte des critères légaux, de l'adéquation de la demande avec le profil des enfants proposés à l'adoption par l'organisme d'adoption, et de la disponibilité de la liste d'attente;

2° communique par écrit sa décision motivée, dans le mois de la réception de celle-ci; copie de cette décision est envoyée à l'A.C.C.

Si les candidats adoptants contestent la décision de l'organisme d'adoption, ils peuvent introduire un recours à l'A.C.C.; celle-ci instruit le dossier et, soit, confirme la décision de l'organisme, soit impose à celui-ci d'entamer l'examen psycho-médico-social de la candidature, conformément au § 3.

§ 3. Si la candidature est recevable, l'organisme effectue, dans un délai de six mois suivant la décision visée au § 2, l'examen psycho-médico-social de la candidature; cet examen tient compte des incidences juridiques, psychologiques, familiales et relationnelles du projet d'adoption sur le projet de vie des adoptants et de l'enfant à adopter. Le Gouvernement fixe le contenu et les modalités de cet examen.

L'organisme d'adoption communique par écrit sa décision motivée aux candidats adoptants; copie de cette décision est envoyée à l'A.C.C.

Si la candidature est acceptée, les candidats adoptants concluent avec l'organisme d'adoption la convention visée à l'article 31, § 1^{er}.

Si la candidature est refusée, l'organisme d'adoption propose aux candidats adoptants un entretien en vue d'explicitier les raisons de sa décision.

Le Gouvernement fixe les modalités de versement et le montant maximum des frais dus par les candidats adoptants à l'organisme d'adoption pour l'examen psycho-médico-social de la candidature et l'encadrement de leur projet d'adoption.

Ce montant peut tenir compte des revenus des candidats adoptants.

§ 4. Ensuite, l'organisme d'adoption :

1° conseille aux candidats adoptants de poursuivre simultanément la procédure d'obtention du jugement d'aptitude;

2° reste à la disposition des candidats adoptants pour les soutenir pendant la période d'attente d'une proposition d'enfant;

3° organise un entretien annuel d'évaluation psycho-médico-sociale de la candidature.

§ 5. Lorsqu'un enfant déterminé peut être proposé aux candidats adoptants, l'organisme poursuit la procédure conformément à l'article 33, § 3, 3 à 5, lorsqu'il s'agit d'une procédure d'adoption interne, ou conformément à l'article 35, § 3, 1, 2, et 5 à 9, lorsqu'il s'agit d'une procédure d'adoption internationale. "

Art. 51. L'article 38 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

" L'organisme d'adoption agréé pour l'adoption d'enfants porteurs de handicap travaille en collaboration avec les autres organismes d'adoption agréés, à leur demande, pour apporter son expertise soit pour l'examen d'une proposition d'enfant, soit pour la préparation spécifique des candidats adoptants à l'adoption d'enfants porteurs de handicap. "

Art. 52. La subdivision " Section 2. – L'encadrement des demandes par l'A.C.C. " du même décret est remplacée par la subdivision " Section 5. – L'adoption internationale encadrée par l'A.C.C. "

Art. 53. Une subdivision " Sous-section 1. – L'adoption dans un pays dans lequel aucun organisme n'est autorisé à collaborer " est insérée entre les articles 38 et 39 du même décret, en début de section 5.

Art. 54. A l'article 39 du même décret, le point 1 de l'alinéa 3 est supprimé.

Art. 55. A l'article 40 du même décret, un point 5, rédigé comme suit, est ajouté à l'alinéa 2 :

" 5 si la législation étrangère en matière d'adoption est compatible avec les dispositions de la loi belge. "

Art. 56. A l'article 41 du même décret les mots " et du versement des frais d'encadrement visés à l'article 42, alinéa 2, " sont ajoutés après les mots " documents visés à l'article 40, alinéa 1^{er} ".

Art. 57. L'article 42 du même décret est modifié comme suit :

" Si l'A.C.C. autorise la poursuite du projet d'adoption, elle confie la poursuite de l'encadrement de la demande à un organisme d'adoption. L'organisme d'adoption encadre cette demande conformément à l'article 36.

Le Gouvernement fixe les modalités de versement et le montant des frais dus par les candidats adoptants à l'A.C.C. et à l'organisme d'adoption, pour les frais liés à l'encadrement de leur projet d'adoption. "

Art. 58. Une subdivision " Sous-section 2. – L'adoption internationale intrafamiliale " est insérée entre les articles 42 et 43 du même décret.

Art. 59. L'article 43 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

" § 1^{er}. Les candidats adoptants porteurs d'un jugement d'aptitude visé à l'article 1231-31 du Code judiciaire dont la demande porte sur un enfant connu, contactent l'A.C.C.

L'A.C.C. les invite à se présenter à un entretien afin d'exposer leur projet d'adoption. Au cours de cet entretien, l'A.C.C. les informe de la procédure à suivre et leur remet en vue de le compléter, un questionnaire-type dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

§ 2. Dès réception du questionnaire complété, et de tout autre document utile destiné à l'éclairer sur leur projet d'adoption, ainsi que sur l'identité de l'enfant et des personnes qui en ont la garde, l'A.C.C. sollicite l'aide de toute autorité ou organisme belge et étranger compétent afin de vérifier, notamment, l'adoptabilité juridique et psycho-sociale de l'enfant, le respect de son intérêt supérieur et des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en droit international, ainsi que le respect du principe de subsidiarité de l'adoption internationale défini à l'article 21 de la Convention relative aux droits de l'enfant adoptée à New York le 20 novembre 1989.

§ 3. L'A.C.C. notifie aux candidats adoptants, dans un délai maximum de quatre mois qui peut être porté à six mois pour des motifs exceptionnels après la réception des documents visés au § 1^{er} et versement des frais d'encadrement visés à l'alinéa 5, sa décision motivée quant à la possibilité de poursuite ou non de ce projet d'adoption.

Si, à l'issue du délai de six mois visé à l'alinéa 1^{er}, l'A.C.C. n'a pas reçu les éléments de réponse suffisants des autorités visées au § 2, elle prend une décision de refus provisoire d'encadrement, dans l'attente de la réception de ces éléments. Dans un délai de deux mois après réception de ceux-ci, elle notifie sa décision motivée définitive.

Si l'A.C.C. autorise la poursuite du projet d'adoption, soit elle encadre elle-même la poursuite de la procédure, soit elle confie l'encadrement de la demande à un organisme d'adoption, conformément à l'article 36.

Si l'A.C.C. encadre elle-même le projet d'adoption, les candidats adoptants concluent avec l'A.C.C. la convention visée à l'article 31, § 1^{er}.

Le Gouvernement fixe les modalités de versement et le montant des frais dus par les candidats adoptants à l'A.C.C. pour les frais liés l'encadrement de leur projet d'adoption, ainsi que le modèle de la convention visée à l'alinéa 4. "

Art. 60. Une subdivision " Sous-section 3. – Les procédures de régularisation d'adoption " est insérée entre les articles 43 et 44 du même décret.

Art. 61. L'article 44 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

" Les candidats adoptants visés à l'article 365-6, § 2, du code civil, pour lesquels l'Autorité centrale fédérale demande à l'A.C.C. un avis motivé, en application du point 5 de ce paragraphe, complètent le questionnaire-type visé à l'article 43, § 1^{er}, alinéa 2, et versent à l'A.C.C. le montant fixé par le Gouvernement afin que celle-ci puisse entamer l'examen de la demande d'avis motivé. "

Art. 62. Une subdivision " Section 6. – L'adoption internationale d'enfants résidant habituellement en Belgique " est insérée entre les articles 44 et 45 du même décret.

Art. 63. L'article 45 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

" Lorsque l'A.C.C. reçoit de l'autorité centrale fédérale un rapport sur une ou des personnes résidant à l'étranger et désirant adopter un enfant résidant habituellement en Belgique, conformément à l'article 362-1 du Code civil, elle transmet cette demande aux organismes agréés pour l'adoption interne.

Si un enfant est susceptible d'être adopté par une ou plusieurs personnes résidant habituellement à l'étranger, l'organisme d'adoption en informe l'A.C.C., qui transmet cette information à l'autorité centrale fédérale. "

Art. 64. La subdivision " Section 3. – Le suivi des enfants adoptés et des adoptants " du même décret est supprimée.

Art. 65. L'article 46 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

" L'enquête sociale visée à l'article 1231-35 du Code judiciaire est menée par l'A.C.C., qui réalise au minimum deux entretiens sociaux, dont un obligatoirement au domicile de l'enfant.

L'A.C.C. désigne un organisme d'adoption agréé pour l'adoption interne pour rendre un avis en application de l'article 1231-35 du Code judiciaire.

Le Gouvernement fixe les modalités de financement pour la remise de cet avis. "

Art. 66. La subdivision " CHAPITRE III. – L'adoption internationale d'enfants résidant habituellement en Belgique " du même décret est supprimée.

Art. 67. L'article 47 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

" Lorsque l'A.C.C. reçoit de l'Autorité centrale fédérale le jugement d'adoptabilité de l'enfant et le rapport du Ministère public visés aux articles 1231-37 et 1231-38 du code judiciaire, elle transmet à l'autorité étrangère compétente sa décision motivée de poursuivre la procédure d'adoption. "

Art. 68. Une subdivision " CHAPITRE 4. – Le suivi et l'accompagnement post-adoptif " est insérée entre les articles 47 et 48 du même décret.

Art. 69. Une subdivision " Section 1. – Par les organismes d'adoption agréés ", est insérée entre les articles 47 et 48 du même décret, en début de CHAPITRE 4.

Art. 70. L'article 48 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

" § 1^{er}. L'organisme d'adoption assure le suivi de l'enfant et des adoptants :

1° en assurant une première prise de contact dans les 15 jours de l'arrivée de l'enfant en famille;

2° en effectuant au moins une première visite au domicile des adoptants dans les trois mois de l'arrivée de l'enfant dans la famille; le Gouvernement fixe le modèle de ce premier suivi; l'organisme d'adoption transmet à l'A.C.C. copie de ce premier suivi;

3° sans préjudice des dispositions de l'article 16/2, en effectuant au moins une seconde rencontre dans l'année de l'arrivée de l'enfant, à leur domicile ou au siège de l'organisme d'adoption, et une rencontre annuelle jusqu'à la finalisation de l'adoption;

4° en effectuant les suivis post-adoptifs exigés par les autorités des pays d'origine.

§ 2. A la demande des adoptants ou de l'adopté, l'organisme d'adoption assure un accompagnement, relatif aux questions liées à la création et la consolidation du lien adoptif, ainsi qu'aux enjeux de l'adoption.

Si nécessaire, l'organisme d'adoption collabore avec ou oriente vers d'autres professionnels, notamment les initiatives spécialisées visées à la section 3.

§ 3. L'organisme d'adoption est à la disposition de l'adopté qui souhaite poser des questions relatives à son identité ou à son histoire, dans le respect des dispositions visées à l'article 49.

§ 4. Le Gouvernement fixe le montant maximal qui peut être réclamé par suivi aux adoptants. Ce montant couvre les frais de réalisation, de rédaction et d'envoi de ce suivi.

Des frais supplémentaires peuvent être réclamés aux adoptants pour le déplacement de la personne qui effectue le suivi, ainsi que pour la traduction et la légalisation de celui-ci.

Si un suivi psychothérapeutique est jugé nécessaire, après contact avec l'organisme visé aux § 2 et 3, des frais peuvent être réclamés aux adoptants ou aux adoptés. ”.

Art. 71. La subdivision “ Titre VI*bis*. – L'accompagnement post-adoptif ” du même décret est remplacée par la subdivision “ Section 2. – Par l'A.C.C. ”.

Art. 72. L'article 48*bis* du même décret est remplacé par l'article 48/1, rédigé comme suit :

“ En cas d'adoption intrafamiliale internationale, le suivi post-adoptif est réalisé soit directement par l'A.C.C., soit par l'organisme d'adoption auquel l'A.C.C. a confié cette tâche.

Le Gouvernement fixe les modalités de ce suivi, ainsi que le montant maximal qui peut être réclamé aux adoptants. ”.

Art. 73. Une subdivision “ Section 3. – Par d'autres initiatives d'accompagnement post-adoptif ” est insérée entre les articles 48 /1 et 48 /2.

Art. 74. Un article 48/2, rédigé comme suit, est ajouté après la subdivision “ Section 3. – Par d'autres initiatives d'accompagnement post-adoptif ” :

“ Le Gouvernement soutient, dans les limites des crédits budgétaires et à la suite d'un appel à projets, les pratiques innovantes en matière d'accompagnement post-adoptif, organisées par des personnes morales indépendantes des organismes d'adoption, selon les modalités qu'il détermine.

Ces pratiques visent à apporter une réponse à des besoins nouveaux ou non rencontrés et à améliorer les pratiques existantes. ”.

Art. 75. La subdivision “ Titre VII. – La gestion des dossiers et archives ” du même décret est renumérotée “ Titre VI ”.

Art. 76. L'alinéa 2 de l'article 49 du même décret, et l'alinéa 3 de ce même article, inséré par le décret du 1^{er} juillet 2005, sont abrogés.

Art. 77. Un article 49/1, rédigé comme suit, est ajouté après l'article 49 du même décret :

“ § 1^{er}. A dater de l'entrée en vigueur du présent article, l'A.C.C. et les organismes d'adoption complètent, pour toute adoption qu'ils encadrent, un formulaire, dont le modèle est fixé par le Gouvernement, contenant des informations sur l'adopté et des données non-identifiantes sur ses parents biologiques.

Ce formulaire est communiqué aux adoptants lors de l'apparement.

Copie du formulaire est envoyée par l'organisme à l'A.C.C.

§ 2. Ce formulaire est communiqué en mains propres à la demande de l'adopté, par l'A.C.C. ou l'organisme d'adoption.

Si l'adopté est majeur, un accompagnement professionnel lui est proposé.

Si l'adopté est mineur, l'accompagnement professionnel est obligatoire.

Si l'adopté est un mineur de moins de 12 ans, sa demande ne peut être prise en considération que s'il est accompagné de ses parents adoptifs ou de son représentant légal. ”.

Art. 78. Un article 49/2, rédigé comme suit, est ajouté après l'article 49/1 :

“ L'A.C.C. et les organismes d'adoption permettent la consultation des dossiers en leur possession par toute personne adoptée ou par son représentant, dans la mesure permise par les articles 368-6 et 368-7 du Code civil et par la loi belge.

Le Gouvernement fixe les modalités de consultation des dossiers visés à l'alinéa 1^{er}. ”.

Art. 79. A l'article 50 du même décret sont ajoutés des alinéas 2 et 3, rédigés comme suit :

“ A l'exception des autorités administratives et judiciaires légalement compétentes, toute personne physique ou morale en possession d'un dossier d'adoption d'un tiers doit remettre ce dossier à l'A.C.C. dans un délai d'un an après l'entrée en vigueur du présent alinéa.

Est punie d'un emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de 26 à 500 euros ou d'une de ces peines seulement toute personne physique ou morale qui ne respecte pas les dispositions du présent article. ”.

Art. 80. La subdivision “ Titre VIII. – Dispositions modificatives, abrogatoires, transitoires et finales ” du même décret est renumérotée “ Titre VII ”.

Art. 81. Le contenu de la troisième colonne du point 59 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général de la Communauté française, intitulée “ Objet des dépenses autorisées ”, est modifié comme suit :

“ Frais d'organisation des cycles de préparation à l'adoption, subventions aux organismes d'adoption, remboursement des montants indus aux candidats adoptants et frais de fonctionnement de l'Autorité centrale communautaire. ”.

Art. 82. L'article 54 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

“ L'obligation imposée aux organismes d'adoption par l'article 13, 1*bis* doit être remplie au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent article. ”.

Art. 83. L'article 55 est remplacé par la disposition suivante :

“ Les candidats adoptants qui ont entamé la préparation à l'adoption avant l'entrée en vigueur du décret du 5 décembre 2013 modifiant le décret du 31 mars 2004 relatif à l'adoption, la terminent selon les modalités prévues à ce moment.

Il en va de même pour les modalités de l'enquête sociale visées à l'article 29, dans sa version antérieure à celle résultant de l'entrée en vigueur du décret du 5 décembre 2013 précité.

Les membres du Conseil supérieur nommés aux fonctions visées à l'article 4, 1 à 6, à l'entrée en vigueur du décret du 5 décembre 2013 précité, terminent leur mandat. ”

Art. 84. L'article 55bis du même décret est abrogé.

Art. 85. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 décembre 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des Chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-M. SCHYNS

—————
Note

(1) *Session 2013-2014*

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 556-1. Rapport, n° 556-2.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 4 décembre 2013.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29076]

5 DECEMBER 2013. — Decreet tot wijziging van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de adoptie (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Vóór titel I van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de adoptie, gewijzigd bij het decreet van 1 juli 2005, wordt een inleidende titel toegevoegd, luidend als volgt :

“ INLEIDENDE TITEL. — Algemene beginselen inzake adoptie

Artikel 1. Het decreet rust op de volgende algemene beginselen, die worden uiteengezet in een door de Regering goed te keuren ethisch charter.

Adoptie betekent eerst : een gezin aan een kind geven en niet een kind aan een gezin geven.

Het decreet leeft het beginsel van subsidiariteit voor adoptie en van dubbele subsidiariteit voor interlandelijke adoptie na.

In het kader van de toepassing van dit decreet, zorgt de Franse Gemeenschap ervoor :

1° de eerbiediging te bevorderen van iedere betrokken persoon (kinderen, ouders en familie van herkomst, adoptieouders en adoptiefamilie) en de toegang tot het adoptiestelsel zonder discriminatie te waarborgen;

2° een kwaliteitsbegeleiding te bevorderen van de ouders van herkomst die hun kind wensen te laten adopteren;

3° een permanent levensproject voor ieder kind te bevorderen;

4° een kwalitatieve evaluatie van de adopteerbaarheid van de kinderen te bevorderen;

5° de voorbereiding en de deelneming van het kind aan het project betreffende zijn adoptie te bevorderen;

6° de adoptie van kinderen met specifieke behoeften op aangepaste wijze te ondersteunen;

7° de professionalisering van de optredende personen te bevorderen;

8° een echte medeverantwoordelijkheid met de landen van herkomst in de situaties van interlandelijke adoptie te organiseren;

9° de kwaliteitsvolle informatie, voorbereiding, begeleiding en ondersteuning van de kandidaat-adoptanten tijdens de procedure te bevorderen;

10° de kwaliteitsvolle evaluatie van de geschiktheid van de kandidaat-adoptanten te bevorderen;

11° het onderzoek van de kandidaturen op grond van de behoeften van de adopteerbare kinderen te bevorderen;

12° de geïndividualiseerde verwantschap te bevorderen;

13° de kwaliteitsvolle begeleiding na de adoptie aan te bieden;

14° de financiële doorzichtigheid te bevorderen en bij te dragen tot de bestrijding van misbruik op het vlak van interlandelijke adoptie.

De Franse Gemeenschap evalueert regelmatig haar praktijken, om zo haar stelsel voortdurend te verbeteren. ”.

Art. 2. Het opschrift van titel I van hetzelfde decreet wordt vervangen door het volgende opschrift : “ Algemene bepalingen ”.

Art. 3. Artikel 1 van hetzelfde decreet wordt artikel 1/1.

In dat artikel 1/1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° na punt 1 wordt een punt 1/1 toegevoegd, luidend als volgt :

“ 1/1 Minister : de Minister bevoegd voor adoptie; ”;

2° punt 7 wordt gewijzigd als volgt :

“ 7 adoptie-instelling : dienst die als tussenpersoon inzake adoptie optreedt , die een opdracht uitvoert inzake hulpverlening en bescherming voor het kind en steunverlening aan adoptieouders, erkend krachtens dit decreet; ”;

3° punt 8 wordt gewijzigd als volgt :

“ 8 interlandelijke adoptie : elke adoptie die de interlandelijke overbrenging van een kind onderstelt, zoals bedoeld in de artikelen 360-2 en 365-6 van het Burgerlijk Wetboek; ”;

4° na punt 11 wordt een punt 12 toegevoegd, luidend als volgt :

“ 12 het Verdrag van Den Haag : het Verdrag inzake de internationale samenwerking en de bescherming van kinderen op het gebied van de interlandelijke adoptie, gedaan te 's Gravenhage op 29 mei 1993. ”.

Art. 4. Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

“ Elke persoon die bijdraagt tot de toepassing van dit decreet is ertoe gehouden de deontologieregels, met uitzondering van artikel 8, derde lid, en de artikelen 9, 10, 11 en 13, van de hulpverlening aan de jeugd na te leven, aangenomen overeenkomstig het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd. ”.

Art. 5. Tussen artikel 2 en artikel 3 van hetzelfde decreet wordt een artikel 2/2 ingevoegd, luidend als volgt :

“ In nauwe samenwerking met de bevoegde administratie en na advies van de Hoge Raad voor adoptie, voert de Regering een externe wetenschappelijke evaluatie uit die tot doel heeft de relevantie en de doeltreffendheid te evalueren van de maatregelen die door de sector worden genomen om aan één of verschillende beginselen bedoeld in de inleidende titel van het decreet te beantwoorden.

Een begeleidingscomité wordt belast met het sturen van de in het eerste lid bedoelde evaluatie. Dat comité is samengesteld uit minstens :

1° een vertegenwoordiger van het waarnemingscentrum voor kind, jeugd, hulpverlening aan de jeugd;

2° een vertegenwoordiger van de Minister;

3° een vertegenwoordiger van de C.A.G.;

4° een vertegenwoordiger van de Algemene Directie Hulpverlening aan de Jeugd;

5° een vertegenwoordiger van de Hoge Raad voor adoptie;

6° een afgevaardigde van de representatieve federatie(s) van de adoptie-instellingen.

De Regering zendt het evaluatieverslag uiterlijk voor het einde van de helft van de legislatuur over aan de hoge raad voor adoptie, en, voor informatie, aan het Parlement. ”.

Art. 6. Het derde lid van artikel 3 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

“ Het advies van de hoge raad moet worden ingewonnen voor elk voorontwerp van decreet en elk ontwerp van verordenend besluit betreffende de adoptie; in dat geval moet het advies binnen een termijn van hoogstens zestig dagen worden overgezonden. Die termijn begint te lopen vanaf de ontvangst van de adviesaanvraag door het secretariaat van de hoge raad. Nadat die termijn is verstreken, is het advies niet meer vereist. ”.

Art. 7. In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 5 van het eerste lid wordt gewijzigd als volgt :

“ 5 een lid van de gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd dat behoort tot de thematische afdeling van de gemeenschapsraad betreffende de opvang in gezinnen; ”;

2° na punt 6 van het eerste lid wordt een punt 7 ingevoegd, luidend als volgt :

“ 7 twee personeelsleden van de C.A.G. ”;

3° punt 2 van het tweede lid wordt vervangen door het volgende punt :

“ 2 de leidende ambtenaar van de bevoegde administratie of diens afgevaardigde; ”;

4° na punt 4 van het tweede lid worden een punt 4/1 en een punt 4/2 toegevoegd, luidend als volgt :

“ 4/1 een afgevaardigde van de centrale autoriteit van de Vlaamse Gemeenschap;

4/2 een afgevaardigde van de centrale autoriteit van de Duitstalige Gemeenschap; ”.

Art. 8. De eerste zin van artikel 8 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

“ De hoge raad stelt, om de twee jaar, vóór 1 mei, een activiteitenverslag op, dat inzonderheid alle uitgebrachte adviezen vermeldt. ”.

Art. 9. Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

“ De Regering stelt de procedure vast voor de benoeming van de leden van de hoge raad, alsook het presentiegeld en de reisvergoedingen waarop deze aanspraak kunnen maken. ”.

Art. 10. In artikel 12 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

“ 4 de eventuele klachten van de kandidaat-adoptanten of van de adoptanten die worden uitgesproken in het kader van een stap in hun adoptieprocedure, te onderzoeken; ”;

2° punt 5, gewijzigd bij het decreet van 1 juli 2005, wordt gewijzigd als volgt :

“ 5 de maatschappelijke onderzoeken die haar bij toepassing van de wet worden opgelegd te onderzoeken en die aan de betrokken overheid te bezorgen; ”;

3° na punt 5 wordt een punt 5/1 toegevoegd, luidend als volgt :

“ 5/1 de interlandelijke adopties bedoeld in titel V, hoofdstuk 3, afdeling 5 te begeleiden; ”;

4° punt 10, afgeschaft bij het decreet van 1 juli 2005, wordt hersteld als volgt :

“ 10 de bevoegdheden bedoeld in de artikelen 4, 5, 7, 8, 9, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 en 30 van het Verdrag van Den Haag uit te oefenen; ”;

5° punt 11 wordt gewijzigd als volgt :

“ 11 om de twee jaar een activiteitenverslag op te stellen dat aan de Regering wordt meegedeeld, die het aan het Parlement van de Franse Gemeenschap verzendt. ”.

Art. 11. In artikel 13 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1, worden de woorden “ een internationale vereniging zonder winstoogmerk ” geschrapt;

2° na punt 1, wordt een punt 1/1 toegevoegd, luidend als volgt :

“ 1/1 : een raad van bestuur hebben die samengesteld is uit minstens vier leden, waarvan ten minste de helft geen bloedverwant of aanverwant tot de derde graad van personeelsleden van de adoptie-instelling mag zijn; ten minste één lid moet een bevoegdheid of een ervaring inzake beheer hebben; ten minste één lid moet een bevoegdheid of een ervaring inzake hulpverlening aan de jeugd of kind hebben; ”;

3° punt 4 wordt gewijzigd als volgt :

“ 4 de opdrachten bedoeld in titel IV, hoofdstuk 3, titel V, hoofdstuk 3, afdelingen 1, 2, 3, 4 en 6, en hoofdstuk 4, afdeling 1, en titel VI; ” vervullen;

4° in punt 5, c) van hetzelfde artikel, worden de woorden “ die beschikken over een opleiding of ervaring op het gebied van de adoptie ” geschrapt.

Art. 12. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “ en de volgende bijzondere voorwaarden vervullen ” worden toegevoegd na de woorden “ de voorwaarden bedoeld in artikel 13 naleven en ”;

2° punt 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

“ 1 het geheel van haar opdrachten uitoefenen met eerbiediging van de personen alsook van hun persoonlijke en familiale levenssfeer, op geïndividualiseerde wijze en zonder discriminatie; ”;

3° punt 5 wordt vervangen door de volgende bepaling :

“ 5 de onderrichtingen van de ministeriële omzendbrieven naleven; ”;

4° punt 6 wordt gewijzigd als volgt :

“ 6 de centrale autoriteit van de Gemeenschap op het einde van elk trimester een afschrift van haar wachtlijsten bezorgen; de wachtlijsten opmaken, waarbij rekening dient te worden gehouden met de werkelijke mogelijkheden tot verwantschap, en de maatregelen nemen die noodzakelijk zijn om, in voorkomend geval, de op een wachtlijst staande kandidaten naar andere mogelijkheden tot verwantschap verwijzen; de centrale autoriteit van de Gemeenschap ervan op de hoogte brengen dat een wachtlijst volledig is, zodat geen nieuwe kandidatuur kan worden aanvaard; ”;

5° punt 10 wordt gewijzigd als volgt :

“ 10 de C.A.G. op de hoogte brengen van elke ernstige gebeurtenis die gevolgen kan hebben op de adoptie-instelling of het imago van de Franse Gemeenschap kan aantasten; ”;

6° in punt 11 van hetzelfde artikel, worden de woorden “ in de artikelen 33, § 2, en 37, § 2 ” vervangen door de woorden “ in artikel 31, § 1, ”;

7° in punt 16 van hetzelfde artikel, worden de woorden “ binnen de veertien dagen ” vervangen door het woord “ onmiddellijk ”;

8° punt 17 van hetzelfde artikel wordt gewijzigd als volgt :

“ 17 weigeren het maatschappelijk onderzoek bedoeld in titel V, hoofdstuk 2 te verwezenlijken voor een lid van het personeel of van de raad van bestuur van de instelling. ”.

Art. 13. In artikel 15 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt gewijzigd als volgt :

“ Elke adoptie-instelling kan haar erkenning aanvragen voor de interne adoptie, de interlandelijke adoptie of voor beide, wanneer het gaat om de adoptie van kinderen met een handicap. ”;

2° punt 2 van het derde lid wordt gewijzigd als volgt :

“ 2 de nadere regels en de voorwaarden volgens welke de beslissingen tot toekenning, hernieuwing, weigering of intrekking van de erkenning moeten worden genomen, nadat het advies van de erkenningscommissie bedoeld in artikel 46 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd werd uitgebracht, die een tweede vertegenwoordiger van de adoptie-instellingen en twee door de Regering aangestelde leden van de hoge raad toegevoegd krijgt, die stemgerechtigd zijn, en twee leden van de C.A.G., die een adviserende stem hebben; het advies van de erkenningscommissie betreft zowel de overeenstemming als de opportuniteit; de Regering stelt de criteria vast om te kunnen beslissen of adoptie-instellingen dienen te worden erkend; ”;

3° in punt 3 van hetzelfde lid, wordt het deel van de zin die begint met de woorden “ de toekenning van subsidies kan worden geschorst ” geschrapt;

4° punt 4 van hetzelfde lid wordt gewijzigd als volgt :

“ 4 de nadere regels voor beroep tegen de beslissingen tot weigering van de toekenning of hernieuwing van de erkenning of tot intrekking van de erkenning en tegen de beslissingen tot schorsing van de subsidies en de mogelijkheid om verhoord te worden in het kader van het beroep. ”.

Art. 14. Het opschrift van hoofdstuk 3 van hetzelfde decreet wordt vervangen door het volgende opschrift : “ Specifieke bepalingen voor de adoptie-instellingen inzake adopteerbaarheid van de kinderen ”.

Art. 15. Op het begin van hoofdstuk 3 van hetzelfde decreet wordt een subdivisie ingevoegd, luidend als volgt : “ Afdeling 1. Adoptie-instellingen die voor de interne adoptie worden erkend : optreden als tussenpersoon bij kinderen die kunnen worden geadopteerd bij wijze van extrafamiliale interne adoptie en bij hun oorspronkelijke ouders ”.

Art. 16. In afdeling 1 van hoofdstuk 3 van hetzelfde decreet worden de artikelen 16/1 en 16/2 ingevoegd, luidend als volgt :

“ Artikel 16/1. De voorafgaande informatie aan de oorspronkelijke ouders van het geboren of ongeborn kind bedoeld in artikel 348-4 van het Burgerlijk Wetboek wordt verstrekt door een adoptie-instelling die voor de interne adoptie wordt erkend.

De adoptie-instelling zorgt ervoor dat ze worden geïnformeerd over de alternatieven voor adoptie, over de rechtsgevolgen van adoptie en over de psychologische gevolgen ervan.

Ze kan die ook verwijzen naar gespecialiseerde hulpdiensten.

Art. 16/2. § 1. Wanneer de in artikel 16/1, eerste lid, bedoelde personen hun voornemen het kind te laten adopteren, bevestigen, geven ze de adoptie-instelling schriftelijk daartoe opdracht.

De adoptie-instelling wint bij die personen de inlichtingen in die nuttig zijn voor de eventuele opzoeking betreffende de herkomst, vervat in het verslag over het kind bedoeld in § 2.

Ze verleent hun bijstand bij de vervulling van de wettelijke en administratieve stappen betreffende de adoptie van het kind en psychologische ondersteuning gedurende de hele adoptie-procedure.

Ze blijft tot hun beschikking nadat de adoptie uitgesproken is.

§ 2. De adoptie-instelling maakt een verslag op over het kind waarvoor de in artikel 16/2, eerste lid, bedoelde personen de adoptie-instelling opdracht hebben gegeven, overeenkomstig § 1.

De Regering stelt het model van dat verslag op.

Dat verslag legt de nadruk op de specifieke behoeften van het kind in het kader van de voorziene adoptie.

Op grond van dat verslag, zoekt de adoptie-instelling voor elk kind de kandidaat-adoptanten op die het best aan de kenmerken en behoeften van dat kind beantwoorden, overeenkomstig de bepalingen van titel V, hoofdstuk 3, afdeling 2.

Ze bereidt het kind voor zijn adoptie voor en zorgt voor de begeleiding ervan totdat zijn adoptie wordt uitgesproken, waarbij ze ten minste één bezoek binnen de eerste drie maanden van zijn aankomst op de woonplaats van de kandidaat-adoptanten brengt, of vervolgens om de zes maanden op de woonplaats van de kandidaat-adoptanten of op de zetel van de adoptie-instelling.

De adoptie-instelling blijft ter beschikking van de geadopteerde persoon voor elke hulpverlening en oriëntatie met inachtneming van artikel 49.

§ 3. Ze vergewist zich ervan dat de oorspronkelijke ouders, als deze met de adoptie instemmen, behoorlijk werden geïnformeerd over de juridische en psychologische gevolgen van de adoptie die ze voor hun kind beogen. ”.

Art. 17. Na artikel 16/2 van hetzelfde decreet wordt een subdivisie ingevoegd, luidend als volgt : “ Afdeling 2.- Adoptie-instellingen die worden erkend voor de interlandelijke adoptie : medewerking in het buitenland ”.

Art. 18. In artikel 17 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt gewijzigd als volgt :

“ De adoptie-instelling die met het buitenland wenst mede te werken, brengt de C.A.G. op de hoogte van haar voornemen; ze beschikt dan over een termijn van hoogstens zes maanden om een volledige aanvraag, aangetekend of tegen ontvangstbewijs, bij de C.A.G. in te dienen; het aantal lopende aanvragen wordt tot twee beperkt. ”;

2° het punt 3 van het tweede lid wordt gewijzigd als volgt :

“ 3 een medewerkingsschema in het land of in de territoriale entiteit van het betrokken land; de Regering stelt het model van dat schema vast; ”.

Art. 19. In artikel 18 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1 van het eerste lid, worden de woorden “ artikel 17, 2 ” vervangen door de woorden “ artikel 17; tweede lid, 2, ”;

2° het tweede lid en het derde lid, gewijzigd bij het decreet van 1 september 2005, worden vervangen door het tweede, derde, vierde en vijfde lid, luidend als volgt :

“ Als de aanvraag aan de in het eerste lid bedoelde voorwaarden voldoet, informeert de C.A.G. de Minister. Als de Minister binnen 30 dagen na de datum van de informatie niet heeft gereageerd, machtigt de C.A.G. de adoptie-instelling ertoe een medewerkingverband op proef in te zetten, voor een beperkt aantal dossiers, dat door de C.A.G. wordt vastgesteld.

Er wordt een evaluatieverslag uiterlijk na twee jaar medewerking op proef opgemaakt.

Uiterlijk na drie jaar medewerking, deelt de C.A.G. haar eindadvies over deze aan de Minister mee.

Binnen de drie maanden die volgen op de ontvangst van het advies van de C.A.G., ofwel verleent de Regering haar toestemming voor het voortzetten van de medewerking, ofwel laat ze die gepaard gaan met voorwaarden of voorbehoud, ofwel weigert ze deze voort te zetten. ”.

Art. 20. In artikel 19 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° beide leden worden in een § 1 opgenomen;

2° er wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

“ § 2. Vóór elke verwantschap bedoeld in titel V, hoofdstuk 3, afdeling 3, stelt de adoptie-instelling alles in het werk om alle beschikbare inlichtingen in te winnen over de omstandigheden van de geboorte en de beslissing tot adoptie, over de geschiedenis van het leven en de evolutie van het kind, en over zijn gezondheidstoestand, overeenkomstig het door de Regering vast te stellen model van het verslag over het kind, om zich te vergewissen van de juridische en psychosociale adopteerbaarheid van dat kind. ”.

Art. 21. Artikel 20 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 juli 2005, wordt gewijzigd als volgt :

“ Als artikel 19 niet wordt nageleefd of als de toestand in het vreemde land of in de territoriale entiteit van het vreemde land dit rechtvaardigt, kan de C.A.G. beslissen de toestemming die overeenkomstig artikel 18 werd verleend, te schorsen, of bijkomende voorwaarden te stellen voor het voortzetten van de toegestane medewerking.

Ze brengt daar de Minister op de hoogte van.

De Minister kan beslissen de overeenkomstig artikel 18 verleende toestemming in te trekken of bijkomende voorwaarden te stellen voor het voortzetten van de toegestane medewerking, na een schriftelijk verslag van de C.A.G. te hebben ontvangen, dat de adoptie-instelling vooraf hoort. ”.

Art. 22. Het opschrift van titel V van hetzelfde decreet wordt vervangen door het volgende opschrift : “ Stappen van de adoptieprocedure ”.

Art. 23. Het opschrift van hoofdstuk 1 van hetzelfde decreet wordt vervangen door het volgende opschrift : “ Inschrijving en voorbereiding ”.

Art. 24. In artikel 21 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt ingevoegd in een § 1;

2° het tweede lid wordt ingevoegd in een § 2, en gewijzigd als volgt :

“ De C.A.G. bezorgt de kandidaat-adoptanten die dit aanvragen een formulier voor de inschrijving voor de adoptieprocedure.

Om zich voor de procedure te mogen inschrijven, moeten de kandidaat-adoptanten voldoen aan de voorwaarden inzake leeftijd, burgerlijke stand en verblijfplaats die door de wet worden vereist. De C.A.G. controleert die voorwaarden, en opent een individueel dossier bij elke inschrijving.

De Regering stelt de lijst vast van de documenten die voor de inschrijving voor de procedure over te leggen zijn. ”;

3° na § 2 worden nieuwe §§ 3 en 4 ingevoegd, luidend als volgt :

“ § 3. De C.A.G. kan weigeren de volgende kandidaten in te schrijven voor de voorbereiding voor de adoptie voor het betrokken kind :

1° iedere kandidaat-adoptant die, in het kader van de procedure voor de regularisatie bedoeld in artikel 365-6 van het Burgerlijk Wetboek, door de Federale Centrale Autoriteit niet werd toegelaten de adoptieprocedure bedoeld in artikel 361-1 van hetzelfde Wetboek in te zetten;

2° iedere kandidaat-adoptant die een kind toevertrouwd kreeg in een Staat van herkomst die geen adoptie of plaatsing met het oog op adoptie kent, zonder dat de bepalingen van artikel 361-5 van het Burgerlijk Wetboek worden nageleefd.

Als de kandidaat-adoptanten bedoeld in het eerste lid zich niettemin wensen in te schrijven voor een procedure voor de voorbereiding tot de adoptie, bepaalt de C.A.G., op het voorbereidingsgetuigschrift bedoeld in artikel 28, dat dit niet kan worden gebruikt voor de adoptie van het kind bedoeld in het eerste lid.

§ 4. Als een kandidaat-adoptant zich inschrijft voor de voorbereiding tot de adoptie, terwijl hij ressorteert onder de toepassing van de artikelen 363-1 tot 363-3 van het Burgerlijk Wetboek, vermeldt de C.A.G. dat element op het voorbereidingsgetuigschrift bedoeld in artikel 28 en verwittigt de bevoegde jeugdrechtbank. ”.

Art. 25. Artikel 22 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

“ De voorbereiding heeft tot doel de kandidaat-adoptanten te responsabiliseren door ze in te lichten over de juridische, contextuele, culturele, ethische en menselijke aspecten van de adoptie alsook over de psychologische, familiale en relationele inzet van de adoptie. ”.

Art. 26. Artikel 23 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

“ De Regering kan specifieke voorbereidingscyclussen bepalen, inzonderheid voor projecten voor de intrafamiliale adoptie, voor projecten betreffende een tweede adoptie en voor projecten voor de adoptie van kinderen met een handicap.

De voorbereiding kan, naargelang van het type project, collectieve sensibilisatievergaderingen en individuele onderhoudsvergaderingen omvatten.

De Regering bepaalt, per type adoptieprojecten, de nadere regels voor de voorbereiding, de termijn binnen welke ze moet worden gevolgd, alsook de bedragen en de nadere regels voor de betaling van de kosten die door de kandidaat-adoptanten verschuldigd zijn voor hun deelneming aan de voorbereiding.

Als ze gehuwd of samenwonend zijn, moeten de kandidaat-adoptanten samen deelnemen aan de verschillende voorbereidingsvergaderingen. ”.

Art. 27. Artikel 24 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

“ De C.A.G. organiseert de cyclussen voor de voorbereiding tot de adoptie. ”

Art. 28. De subdivisie, met als opschrift “ HOOFDSTUK II.- Organisatie van de voorbereiding ”, die zich tussen de artikelen 24 en 25 van hetzelfde decreet bevindt, wordt afgeschaft.

Art. 29. Artikel 25 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

“ Een deel of het geheel van de verwezenlijking van de voorbereiding tot de adoptie kan aan erkende animatoren worden toevertrouwd.

De Regering stelt de voorwaarden voor de erkenning, de procedure voor de selectie en de nadere regels voor de prestatie van de erkende animatoren vast. ”.

Art. 30. Artikel 26 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

“ De Regering stelt de nadere regels vast waaronder de C.A.G. een voorbereiding tot de adoptie die elders dan in de Franse Gemeenschap wordt gevolgd gelijkwaardig kan verklaren. ”.

Art. 31. Artikel 27 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 32. Artikel 28 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

“ De C.A.G. reikt de kandidaat-adoptanten het getuigschrift uit dat bevestigt dat de voorbereiding werd gevolgd, overeenkomstig de artikelen 346-2, eerste lid, en 361-1, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek.

Dat getuigschrift is geldig voor achttien maanden.

In het kader van de interne adoptie, kan die geldigheidsduur door de C.A.G. worden verlengd, op voorwaarde dat de kandidaat-adoptanten de overeenkomst hebben ondertekend, overeenkomstig artikel 33, § 2, voordat die geldigheidsduur verstrijkt. ”.

Art. 33. De subdivisie “ Titel V bis. – Maatschappelijk onderzoek ” van hetzelfde decreet wordt vervangen door de subsidie “ Hoofdstuk 2. – Maatschappelijk onderzoek betreffende de bekwaamheid van de adoptanten ”.

Art. 34. Artikel 29 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

“ § 1. De C.A.G. wordt belast met het voeren van het maatschappelijk onderzoek dat door de jeugdrechtbank wordt bevolen met toepassing van de artikelen 1231-6, eerste lid, 1231-290, eerste lid, en 1231-33/3 van het Gerechtelijk Wetboek.

Een psycholoog van een erkende adoptie-instelling, die door de C.A.G. wordt aangewezen, wordt geraadpleegd in het kader van de toepassing van de artikelen 1231-6, eerste lid, 1231-29, eerste lid, en 1231-33/3 van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 2. De Regering stelt de nadere regels en de kosten voor het maatschappelijk onderzoek vast.

§ 3. Op aanvraag van de jeugdrechtbank in het kader van een interne intrafamiliale adoptie, wordt de C.A.G. ermee belast een geschikte informatie te verstrekken aan de oorspronkelijke ouders van het kind, overeenkomstig artikel 348-4 van het Burgerlijk Wetboek. Ze kan die opdracht aan een andere optredende persoon delegeren. ”.

Art. 35. De subdivisie “ Titel VI. Verwantschap ” van hetzelfde decreet wordt vervangen door de subdivisie “ Hoofdstuk 3.- Verwantschapsfase ”.

Art. 36. De subdivisie “ Hoofdstuk I. Interne adoptie ”, die zich tussen de artikelen 29 en 30 van hetzelfde decreet bevindt, wordt afgeschaft.

Art. 37. De subdivisie “ Afdeling 1. Tussenkoms bij kinderen die geadopteerd kunnen worden of bij hun oorspronkelijke ouders ”, die zich tussen de artikelen 29 en 30 van hetzelfde decreet bevindt, wordt afgeschaft.

Art. 38. Tussen de artikelen 29 en 30 van hetzelfde decreet, op het begin van hoofdstuk 3, worden de artikelen 29 en 30 van hetzelfde decreet ingevoegd.

Art. 39. Artikel 30 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

“ § 1. De verwantschap heeft tot doel de geschikte kandidaat-adoptanten die het best kunnen beantwoorden aan de behoeften van de te adopteren kinderen.

§ 2. Met uitzondering van de toestanden bedoeld in de afdelingen 5 en 6 van dit hoofdstuk, worden de kandidaat-adoptanten begeleid door een adoptie-instelling, in de verwantschapsfase.

§ 3. De kandidaat-adoptanten doen de volgende keuzen : ofwel de interne adoptieprocedure bedoeld in afdeling 2, ofwel de internationale adoptieprocedure bedoeld in afdeling 3, ofwel de procedure voor de adoptie van een kind met een handicap bedoeld in afdeling 4. Die procedures kunnen niet samen worden gevolgd.

Voor elke overgang van een procedure naar een andere, is de schriftelijke toestemming van de C.A.G. vereist, die er de nadere regels van volgens de evolutie van de procedure vaststelt. ”.

Art. 40. Artikel 31 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

“ § 1. Wanneer een adoptie-instelling de kandidatuur van kandidaat-adoptanten aanvaardt, sluit ze met deze een overeenkomst met vermelding van de verplichtingen van elke partij gedurende het verloop van de verwantschaps- en adoptieprocedure en voor de postadoptieve begeleiding, van de details van de verschillende typen kosten die de kandidaten zullen moeten dragen, en van de nadere regels voor de beëindiging van die.

De Regering stelt het model van die overeenkomst vast.

Behoudens schriftelijke afwijking die door de C.A.G. wordt toegekend, op grond van de door de Regering vast te stellen criteria, kunnen de kandidaat-adoptanten die een overeenkomst hebben ondertekend, geen andere verwantschapsprocedure instellen.

§ 2. De adoptie-instelling draagt ertoe bij kandidaat-adoptanten op te zoeken die het best beantwoorden aan de kenmerken van elk kind.

Voordat een kind aan kandidaat-adoptanten wordt voorgesteld, vraagt de adoptie-instelling de toestemming van de C.A.G. over dat voorstel. De C.A.G. controleert of de wettelijke criteria worden toegepast, en controleert de juridische en psychosociale adopteerbaarheid van het kind, op grond van het verslag over het kind bedoeld in de artikelen 16/2, § 2, en 19, § 2.

De Regering stelt de nadere regels vast voor de verzending aan de C.A.G. en bepaalt de minimuminhoud van het voorstel van een kind.

§ 3. Wanneer een adoptie-instelling het voorstel van een kind voorgelegd krijgt, waarvoor geen van de kandidaten met wie zij een overeenkomst heeft ondertekend een gepast antwoord kan geven, neemt ze contact met de andere adoptie-instellingen op, om kandidaat-adoptanten op te zoeken die dat voorstel kunnen aanvaarden.

De Regering stelt de nadere regels, met inbegrip van de financiële regels, vast voor de medewerking tussen de instellingen. ”.

Art. 41. Het opschrift van afdeling 2 van hetzelfde decreet wordt vervangen door het volgende opschrift : “ Heterofamiliale interne adoptie die door een adoptie-instelling wordt begeleid ”.

Art. 42. In artikel 32 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden " het profiel van de kinderen die kunnen worden geadopteerd " worden toegevoegd na de woorden " haar ethische gronden, ";

2° de woorden " in artikel 14, 1 " worden vervangen door de woorden " in artikel 31, § 1 ".

Art. 43. Artikel 33 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

" § 1. Wanneer de kandidaat-adoptanten, nadat ze de voorbereiding bedoeld in hoofdstuk 1 van deze titel hebben gevolgd en aan de in artikel 32 bedoelde informatiesessie hebben deelgenomen, een adoptie-instelling schriftelijk bevestigen dat ze van plan zijn haar de begeleiding van hun project toe te vertrouwen :

1° onderzoekt de adoptie-instelling de ontvankelijkheid van de kandidatuur, waarbij rekening wordt gehouden met de wettelijke criteria, met het aantal plaatsen die beschikbaar zijn op de wachtlijst ten opzichte van het aantal kinderen die kunnen worden geadopteerd door de tussenkomst van de adoptie-instelling en met de uitreiking van een uittreksel uit het strafregister volgens het model bedoeld in artikel 596, tweede lid van het wetboek van strafvordering;

2° deelt de adoptie-instelling haar met redenen omklede beslissing mee binnen de maand volgend op de ontvangst van de aanvraag om begeleiding van de kandidaat-adoptanten; er wordt een afschrift van die beslissing aan de C.A.G. toegezonden.

Indien de kandidaat-adoptanten de beslissing van de adoptie-instelling betwisten, kunnen ze het beroep bij de C.A.G. indienen; deze onderzoekt het dossier en, ofwel bevestigt de beslissing van de instelling, ofwel verplicht ze deze het psychisch-medisch-sociale onderzoek van de kandidatuur aan te vatten, overeenkomstig § 2.

§ 2. Als de kandidatuur ontvankelijk is, verricht de instelling, binnen een termijn van zes maanden volgend op de beslissing bedoeld in § 1, 2, het psychisch-medisch-sociale onderzoek van de kandidatuur; dat onderzoek houdt rekening met het profiel van de kinderen die kunnen worden geadopteerd door de tussenkomst van de adoptie-instelling en de juridische, psychologische, familiale en relationele gevolgen van het adoptieproject op het levensproject van de adoptanten en van het te adopteren kind. De Regering stelt de inhoud en de nadere regels voor dat onderzoek vast.

De adoptie-instelling deelt haar beslissing schriftelijk mee aan de kandidaat-adoptanten; er wordt een afschrift van die beslissing aan de C.A.G. toegezonden.

Als de kandidatuur wordt aanvaard, sluiten de kandidaat-adoptanten met de adoptie-instelling de overeenkomst bedoeld in artikel 31, § 1.

Als de kandidatuur wordt afgewezen, stelt de adoptie-instelling de kandidaat-adoptanten een onderhoud voor om de redenen van haar beslissing uit te leggen.

De Regering stelt de nadere regels voor de storting en het maximumbedrag vast van de kosten die door de kandidaat-adoptanten aan de adoptie-instelling worden verschuldigd voor het psychisch-medisch-sociale onderzoek van de kandidatuur en de begeleiding van hun adoptieproject.

Dat bedrag kan de inkomsten van de kandidaat-adoptanten meerekenen.

§ 3. Daarna :

1° blijft de adoptie-instelling ter beschikking van de kandidaat-adoptanten om die te steunen gedurende de wachttijd van een voorstel van een kind;

2° organiseert de adoptie-instelling jaarlijks minstens een onderhoud betreffende de psychisch-medisch-sociale evaluatie van de kandidatuur;

3° wanneer een kind hun kan worden voorgesteld, nadat de C.A.G. haar toestemming voor het voorstel van een kind heeft verleend, organiseert de adoptie-instelling, met de steun van het multidisciplinair team, een onderhoud met de kandidaat-adoptanten gedurende hetwelk de gegevens van het verslag over het kind bedoeld in artikel 216/2, § 2 worden voorgesteld;

4° nadat de kandidaat-adoptanten hun schriftelijke toestemming over het voorgestelde kind hebben verleend, bereidt de adoptie-instelling die voor tot de opvang van het kind en zorgt ervoor dat alle wettelijke en administratieve maatregelen worden genomen voor het verblijf van het kind bij de kandidaat-adoptanten;

5° verleent de adoptie-instelling raad en hulp aan de kandidaat-adoptanten in het kader van de procedure voor de jeugdrechtsbank. "

Art. 44. De subdivisie " Hoofdstuk II.- Interlandelijke adoptie van kinderen die hun gewone verblijfplaats in een andere Staat hebben " van hetzelfde decreet wordt afgeschaft.

Art. 45. De subdivisie " Afdeling 1. Omkadering van de aanvragen door de adoptie-instellingen " van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende subdivisie : " Afdeling 3. Heterofamiliale interlandelijke adoptie die door een adoptie-instelling wordt begeleid ".

Art. 46. Artikel 34 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

" De adoptie-instelling organiseert een kosteloze informatievergadering tijdens welke inzonderheid haar opdrachten, algemene werking, werkwijze, ethische waarden, het profiel van de kinderen die kunnen worden geadopteerd en haar medewerkingsverbanden in het buitenland worden voorgesteld :

1° een dossier dat een overzicht voorstelt van de adoptie in vreemde landen of territoriale entiteiten van vreemde landen waarmee ze mag medewerken op het vlak van de kindbescherming en de behoeften van de kinderen die kunnen worden geadopteerd;

2° een exemplaar van het ontwerp van overeenkomst bedoeld in artikel 31, § 1. "

Art. 47. Artikel 35 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

" § 1. Wanneer de kandidaat-adoptanten die houder zijn van een geschiktheidsvonnis bedoeld in artikel 1231-31 van het Gerechtelijk Wetboek, nadat ze de voorbereiding bedoeld in hoofdstuk 1 van deze titel hebben gevolgd en hebben deelgenomen aan de in artikel 34 bedoelde informatievergadering, een adoptie-instelling schriftelijk bevestigen dat ze van plan zijn haar de begeleiding van hun programma in één of meer landen toe te vertrouwen :

1° onderzoekt de adoptie-instelling de ontvankelijkheid van de kandidatuur, waarbij ze rekening houdt met de wettelijke criteria, alsook met de overeenstemming van de aanvraag met :

a) de adoptievoorwaarden in vreemde landen of de territoriale entiteiten van vreemde landen waarmee ze mag medewerken;

b) de gegevens vermeld in het vonnis dat door de jeugdrechter wordt gewezen betreffende hun geschiktheid en in het verslag van het Openbaar Ministerie dat bij dat vonnis wordt gevoegd;

c) het aantal plaatsen die beschikbaar zijn op de wachtlijst, ten opzichte van de behoeften van de herkomstlanden;

2° deelt de adoptie-instelling haar met redenen omklede beslissing mee, binnen de maand volgend op de ontvangst van de aanvraag om begeleiding van de kandidaat-adoptanten; er wordt een afschrift van die beslissing aan de C.A.G. overgezonden.

Indien de kandidaat-adoptanten de beslissing van de adoptie-instelling betwisten, kunnen ze een beroep bij de C.A.G. indienen; deze onderzoekt het dossier en, ofwel, bevestigt de beslissing van de instelling, ofwel verplicht deze het psychisch-medisch-sociale onderzoek van de kandidatuur aan te vatten, overeenkomstig § 2.

§ 2. Als de kandidatuur ontvankelijk is, verricht de adoptie-instelling, binnen een termijn van drie maanden volgend op de in § 1, 2 bedoelde beslissing, het psychisch-medisch-sociale onderzoek van de kandidatuur; dat onderzoek houdt rekening met het profiel van de kinderen die kunnen worden geadopteerd door de tussenkomst van de adoptie-instelling en met de juridische, psychologische, familiale en relationele gevolgen van het adoptieproject op het levensproject van de adoptanten en van de te adopteren kinderen. De Regering stelt de inhoud en de nadere regels van dat examen vast.

De adoptie-instelling deelt schriftelijk haar met redenen omklede beslissing aan de kandidaat-adoptanten mee; er wordt een afschrift van die beslissing aan de C.A.G. toegezonden.

Als de kandidatuur wordt aanvaard, sluiten de kandidaat-adoptanten met de adoptie-instelling de overeenkomst bedoeld in artikel 31, § 1.

Als de kandidatuur wordt afgewezen, stelt de adoptie-instelling de kandidaat-adoptanten een onderhoud voor om de redenen van haar beslissing uit te leggen.

De Regering stelt de nadere regels voor de storting en het maximumbedrag vast van de kosten die door de kandidaat-adoptanten aan de adoptie-instelling worden verschuldigd voor het psychisch-medisch-sociale onderzoek van de kandidatuur en de begeleiding van hun adoptieproject.

Dat bedrag kan de inkomsten van de kandidaat-adoptanten meerekenen.

§ 3. Daarna :

1° verleent de adoptie-instelling raad en hulp aan de kandidaat-adoptanten in het kader van het opmaken van het dossier dat aan de bevoegde buitenlandse autoriteit toe te zenden is;

2° zendt de adoptie-instelling het dossier aan de bevoegde buitenlandse autoriteit toe, en brengt daar de C.A.G. op de hoogte van;

3° blijft de adoptie-instelling ter beschikking van de kandidaat-adoptanten om die te steunen gedurende de wachttijd van een voorstel van een kind;

4° organiseert de adoptie-instelling jaarlijks een onderhoud betreffende de psychisch-medisch-sociale evaluatie van de kandidatuur;

5° krijgt de adoptie-instelling van de bevoegde buitenlandse autoriteit, rechtstreeks of door toedoen van de C.A.G., de documenten betreffende het kind bedoeld in artikel 361-3, 2, van het Burgerlijk Wetboek, of in voorkomend geval, de gelijkwaardige documenten of de vrijstelling van de verplichting om die over te leggen, overeenkomstig artikel 361-4 van het Burgerlijk Wetboek;

6° nadat de C.A.G. haar toestemming voor het voorstel van een kind heeft verleend, organiseert de adoptie-instelling, met de steun van het multidisciplinair team, een onderhoud met de kandidaat-adoptanten gedurende hetwelk de gegevens van het verslag over het kind bedoeld in artikel 19, § 2, alsook het voorstel van een kind bedoeld in punt 5 worden voorgesteld;

7° nadat de kandidaat-adoptanten hun schriftelijke toestemming over het voorgestelde kind hebben verleend, overeenkomstig artikel 361-3, 3, van het Burgerlijk Wetboek, zendt de adoptie-instelling die toestemming alsook die van de C.A.G., overeenkomstig artikel 361-3, 5, van het Burgerlijk Wetboek, aan de bevoegde buitenlandse autoriteit;

8° bereidt de adoptie-instelling de kandidaat-adoptanten voor tot de opvang van het kind en tot hun reis naar het land of de territoriale entiteit van het betrokken land;

9° verleent de adoptie-instelling aan de kandidaat-adoptanten hulp bij hun reizen naar het buitenland in het kader van het organiseren van de procedure in het betrokken land, bij de fase voor de erkenning van de adoptie en voor elke administratieve procedure bij de aankomst van het kind. ”.

Art. 48. Artikel 36 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

“ De adoptie-instelling kan de bijzondere aanvragen bedoeld in Titel V, hoofdstuk 3, afdeling 5, onderafdelingen 1 en 2 begeleiden. In dat geval, oefent de adoptie-instelling één of meer opdrachten bedoeld in de artikelen 34 en 35 uit, overeenkomstig de aanvraag van de C.A.G. ”.

Art. 49. Tussen de artikelen 36 en 37 van hetzelfde decreet wordt een subdivisie “ Afdeling 4. Interne en interlandelijke adoptie van kinderen met een handicap ”.

Art. 50. Artikel 37 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

“ § 1. De adoptie-instelling die wordt erkend voor de adoptie van kinderen met een handicap organiseert een kosteloze informatievergadering tijdens welke inzonderheid haar opdrachten, algemene werking, werkwijze, ethische waarden, het profiel van de kinderen die kunnen worden geadopteerd en haar medewerkingsverbanden in België en in het buitenland worden voorgesteld. Bij die vergadering, deelt ze de kandidaat-adoptanten een exemplaar van het ontwerp van overeenkomst bedoeld in artikel 31, § 1 mee.

§ 2. Wanneer de kandidaat-adoptanten, nadat ze de specifieke voorbereiding voor de adoptie van kinderen met een handicap bedoeld in artikel 23, eerste lid, hebben gevolgd en hebben deelgenomen aan de in § 1 bedoelde informatievergadering, de adoptie-instelling schriftelijk bevestigen dat ze van plan zijn haar de begeleiding van hun project toe te vertrouwen :

1° onderzoekt de adoptie-instelling de ontvankelijkheid van de kandidatuur, waarbij ze rekening houdt met de wettelijke criteria, alsook met de overeenstemming van de aanvraag met het profiel van de kinderen waarvan de adoptie door de adoptie-instelling wordt voorgesteld, en met de beschikbaarheid op de wachtlijst;

2° deelt de adoptie-instelling haar met redenen omklede beslissing mee, binnen de maand volgend op de ontvangst ervan; er wordt een afschrift van die beslissing aan de C.A.G. overgezonden.

Indien de kandidaat-adoptanten de beslissing van de adoptie-instelling betwisten, kunnen ze een beroep bij de C.A.G. indienen; deze onderzoekt het dossier en, ofwel, bevestigt de beslissing van de instelling, ofwel verplicht deze het psychisch-medisch-sociale onderzoek van de kandidatuur aan te vatten, overeenkomstig § 3.

§ 3. Als de kandidatuur ontvankelijk is, verricht de adoptie-instelling, binnen een termijn van zes maanden volgend op de in § 2, 2 bedoelde beslissing, het psychisch-medisch-sociale onderzoek van de kandidatuur; dat onderzoek houdt rekening met de juridische, psychologische, familiale en relationele gevolgen van het adoptieproject op het levensproject van de adoptanten en van het te adopteren kind. De Regering stelt de inhoud en de nadere regels van dat examen vast.

De adoptie-instelling deelt de kandidaat-adoptanten haar beslissing schriftelijk mee; er wordt een afschrift van die beslissing aan de C.A.G. toegestuurd.

Als de kandidatuur wordt aanvaard, sluiten de kandidaat-adoptanten met de adoptie-instelling de overeenkomst bedoeld in artikel 31, § 1.

Als de kandidatuur wordt afgewezen, stelt de adoptie-instelling de kandidaat-adoptanten een onderhoud voor om de redenen van haar beslissing uit te leggen.

De Regering stelt de nadere regels voor de storting en het maximumbedrag vast van de kosten die door de kandidaat-adoptanten aan de adoptie-instelling worden verschuldigd voor het psychisch-medisch-sociale onderzoek van de kandidatuur en de begeleiding van hun adoptieproject.

Dat bedrag kan de inkomsten van de kandidaat-adoptanten meerekenen.

§ 4. Daarna :

1° raadt de adoptie-instelling de kandidaat-adoptanten aan de procedure voor het verkrijgen van het geschiktheidsvonnis gelijktijdig te volgen;

2° blijft de adoptie-instelling ter beschikking van de kandidaat-adoptanten om die te steunen gedurende de wachttijd van een voorstel van een kind;

3° organiseert de adoptie-instelling jaarlijks een onderhoud betreffende de psychisch-medisch-sociale evaluatie van de kandidatuur.

§ 5. Wanneer een kind aan de kandidaat-adoptanten kan worden voorgesteld, volgt de instelling de procedure overeenkomstig artikel 33, § 3, 3 tot 5, wanneer het om een interne adoptieprocedure gaat, of overeenkomstig artikel 35, § 3, 1, 2, en 5 tot 9, wanneer het gaat om een procedure voor de interlandelijke adoptie. "

Art. 51. Artikel 38 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

" De adoptie-instelling die erkend wordt voor de adoptie van kinderen met een handicap werkt met de andere erkende adoptie-instellingen, op hun aanvraag, om haar deskundigheid ter beschikking te stellen, ofwel voor het onderzoek van een voorstel van een kind, ofwel voor de specifieke voorbereiding van de kandidaat-adoptanten voor de adoptie van kinderen met een handicap. "

Art. 52. De subdivisie " Afdeling 2. Omkadering van de aanvragen door de C.A.G. " van hetzelfde decreet wordt vervangen door de subdivisie " Afdeling 5.- Door de C.A.G. begeleide interlandelijke adoptie. "

Art. 53. Tussen de artikelen 38 en 39 van hetzelfde decreet, bij het begin van afdeling 5, wordt een subdivisie " Onderafdeling 1.- Adoptie in een land waarin geen instelling de toelating heeft om mee te werken " ingevoegd.

Art. 54. In artikel 39 van hetzelfde decreet, wordt punt 1 van het derde lid afgeschaft.

Art. 55. In artikel 40 van hetzelfde decreet, wordt in het tweede lid een punt 5 toegevoegd, luidend als volgt :
" 5 of de buitenlandse wetgeving inzake adoptie verenigbaar is met de bepalingen van de Belgische wetgeving. "

Art. 56. In artikel 41 van hetzelfde decreet worden de woorden " en na de storting van de in artikel 42, tweede lid, bedoelde begeleidingskosten " toegevoegd na de woorden " de ontvangst van de documenten bedoeld in artikel 40, eerste lid ".

Art. 57. Artikel 42 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

" Indien de C.A.G. het verwezenlijken van het adoptieproject toelaat, vertrouwt ze de begeleiding van de aanvraag aan een adoptie-instelling toe. De adoptie-instelling begeleidt die aanvraag overeenkomstig artikel 36.

De Regering stelt de nadere regels vast voor de storting en bepaalt het bedrag van de kosten die door de kandidaat-adoptanten aan de C.A.G. en aan de adoptie-instelling verschuldigd zijn, voor de kosten in verband met de begeleiding van hun adoptieproject. "

Art. 58. Tussen de artikelen 42 en 43 van hetzelfde decreet wordt een subdivisie " Onderafdeling 2.- Intrafamiliale interlandelijke adoptie ingevoegd.

Art. 59. Artikel 43 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

" § 1. De kandidaat-adoptanten die een geschiktheidsvonnis bedoeld in artikel 1231-31 van het Gerechtelijk Wetboek genieten en waarvan de aanvraag betrekking heeft op een bekend kind, nemen contact met de C.A.G. op.

De C.A.G. verzoekt hen zich voor een onderhoud aan te melden om hun adoptieproject uiteen te zetten. Tijdens dat onderhoud informeert de C.A.G. ze over de te volgen procedure en bezorgt hun, met het oog op het invullen ervan, een vragenlijst waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld.

§ 2. Na ontvangst van de ingevulde vragenlijst en van elk ander nuttig document dat ze meer inlichtingen kan verschaffen over hun adoptieproject alsook over de identiteit van het kind en van de personen die het onder hun bewaring hebben, vraagt de C.A.G. de hulp van elke overheid of elke bevoegde Belgische en buitenlandse instelling, om inzonderheid de juridische en psychosociale adopteerbaarheid van het kind te onderzoeken, om het beginsel van het hoger belang van het kind te doen naleven, om de fundamentele rechten die hem door het internationaal recht worden toegekend te eerbiedigen alsook om het beginsel van de subsidiariteit van de interlandelijke adoptie te doen naleven zoals bepaald in artikel 21 van het Verdrag inzake de Rechten van het Kind, op 20 november 1989 in New-York aangenomen.

§ 3. De C.A.G. geeft de kandidaat-adoptanten, binnen een maximumtermijn van vier maanden, die op zes maanden kan worden gebracht om uitzonderlijke redenen, na ontvangst van de in § 1 bedoelde documenten en na storting van de in het vijfde lid bedoelde begeleidingskosten, kennis van haar met redenen omklede beslissing betreffende het al dan niet verrichten van dat adoptieproject.

Indien de C.A.G., op het einde van de termijn van zes maanden bedoeld in het eerste lid, nog geen voldoende antwoord van de in § 2 bedoelde autoriteiten heeft gekregen, neemt ze een voorlopige beslissing tot voorlopige weigering van de begeleiding, in afwachting van de ontvangst van dat antwoord. Binnen een termijn van twee maanden na de ontvangst ervan, geeft ze kennis van haar met redenen omklede definitieve beslissing.

Indien de C.A.G. het verwezenlijken van het adoptieproject toelaat, dan begeleidt ze zelf de procedure, of vertrouwt ze de begeleiding van de aanvraag aan een adoptie-instelling toe, overeenkomstig artikel 36.

Indien de C.A.G. het adoptieproject zelf begeleidt, sluiten de kandidaat-adoptanten met de C.A.G. de in artikel 31, § 1 bedoelde overeenkomst.

De Regering stelt de nadere regels vast voor de storting en bepaalt het bedrag van de kosten die door de kandidaat-adoptanten aan de C.A.G. worden verschuldigd voor de begeleiding van hun adoptieproject, alsook het model van de in het vierde lid bedoelde overeenkomst. ”.

Art. 60. Tussen de artikelen 43 en 44 van hetzelfde decreet wordt een subdivisie “ Onderafdeling 3.- procedures voor de regularisatie van de adoptie ” ingevoegd.

Art. 61. Artikel 44 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

“ De kandidaat-adoptanten bedoeld in artikel 365-6, § 2, van het Burgerlijk Wetboek, waarvoor de Federale Centrale Autoriteit de C.A.G. vraagt om een met redenen omkleed advies, met toepassing van punt 5 van die paragraaf, vullen de in artikel 43, § 1, tweede lid bedoelde vragenlijst in, en storten de C.A.G. het door de Regering vastgestelde bedrag, opdat deze met het onderzoek van de aanvraag om met redenen omkleed advies zou beginnen. ”.

Art. 62. Tussen de artikelen 44 en 45 van hetzelfde decreet wordt een subdivisie “ Afdeling 6. Interlandelijke adoptie van kinderen die in België hun gewone verblijfplaats hebben.

Art. 63. Artikel 45 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

“ Wanneer de C.A.G. van de federale centrale autoriteit een verslag krijgt over één of verschillende personen die in het buitenland verblijven en die een kind wensen te adopteren die zijn gewone verblijfplaats in België heeft, overeenkomstig artikel 362-1 van het Burgerlijk Wetboek, zendt ze die aanvraag over aan de instellingen die voor de interne adoptie erkend zijn.

Indien het kind kan worden geadopteerd door één of meer personen die hun gewone verblijfplaats in het buitenland hebben, brengt de adoptie-instelling de C.A.G. daar op de hoogte van, die deze informatie aan de Federale Centrale autoriteit verzendt. ”.

Art. 64. De subdivisie “ Afdeling 3.- Begeleiding van de geadopteerde kinderen en van de adoptanten ” van hetzelfde decreet wordt afgeschaft.

Art. 65. Artikel 46 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

“ Het in artikel 1231-35 van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde maatschappelijk onderzoek wordt door de C.A.G. uitgevoerd, die minstens twee onderhoudszittingen organiseert, waarvan ten minste één op de woonplaats van het kind.

De C.A.G. stelt een adoptie-instelling aan die voor de interne adoptie erkend is, om een advies uit te brengen met toepassing van artikel 1231-35 van het Gerechtelijk Wetboek.

De Regering stelt de nadere financieringsregels vast voor het uitbrengen van dat advies. ”.

Art. 66. De afdeling “ Hoofdstuk III. Interlandelijke adoptie van kinderen die hun gewone verblijfplaats in België hebben ” van hetzelfde decreet wordt afgeschaft.

Art. 67. Artikel 47 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

“ Wanneer de C.A.G. van de Federale Centrale Autoriteit het vonnis betreffende de adopteerbaarheid van het kind en het verslag van het Openbaar Ministerie bedoeld in de artikelen 1231-37 en 1231-38 van het Gerechtelijk Wetboek krijgt, deelt ze de bevoegde buitenlandse autoriteit haar met redenen omklede beslissing mee om de adoptieprocedure uit te voeren. ”.

Art. 68. Tussen de artikelen 47 en 48 van hetzelfde decreet, wordt een subdivisie “ HOOFDSTUK 4. Postadoptieve begeleiding ” ingevoegd.

Art. 69. Tussen de artikelen 47 en 48 van hetzelfde decreet, op het begin van hoofdstuk 4, wordt een subdivisie “ Afdeling 1.- Door de erkende adoptie-instellingen ” ingevoegd.

Art. 70. Artikel 48 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

“ § 1. De adoptie-instelling zorgt voor de begeleiding van het kind en de adoptanten :

1° door een eerste contactopname te organiseren binnen de 14 dagen na de aankomst van het kind in een gezin;

2° door ten minste een eerste bezoek aan de woonplaats van de adoptanten te brengen binnen de drie maanden na de aankomst van het kind in het gezin; de Regering stelt het model van die eerste begeleiding; de adoptie-instelling zendt de C.A.G. een afschrift van die eerste begeleiding over;

3° onverminderd de bepalingen van artikel 16/2, door ten minste een tweede ontmoeting in het jaar van de aankomst van het kind te organiseren, op hun woonplaats of op de zetel van de adoptie-instelling, en een jaarlijkse ontmoeting totdat de adoptie wordt gefinaliseerd;

4° door de postadoptieve begeleiding uit te voeren die door de autoriteiten van de landen van herkomst wordt vereist.

§ 2. Op aanvraag van de adoptanten of van de geadopteerde, zorgt de adoptie-instelling voor een begeleiding, betreffende vraagstukken in verband met de totstandkoming en de versteviging van de adoptieband, en met de gevolgen van die adoptie.

Zo nodig, werkt de adoptie-instelling met andere professionelen, inzonderheid met de gespecialiseerde initiatieven bedoeld in afdeling 3, mee, of verwijst naar deze.

§ 3. De adoptie-instelling staat ter beschikking van de geadopteerde die vragen wenst te stellen over zijn/haar identiteit of zijn/haar geschiedenis, met inachtneming van de bepalingen bedoeld in artikel 49.

§ 4. De Regering stelt het maximumbedrag vast dat van de adoptanten kan worden geëist voor de begeleiding. Dat bedrag dekt de kosten voor de verwezenlijking, het opstellen en de verzending van de tekst van die begeleiding.

Bijkomende kosten kunnen van de adoptanten worden geëist voor de reizen van de persoon die voor de begeleiding zorgt, alsook voor de vertaling en de legalisatie van de tekst ervan.

Als een psychotherapeutische begeleiding als nuttig wordt geacht, na contactopname met de in de §§ 2 en 3 bedoelde instelling, kunnen kosten worden geëist van de adoptanten of de geadopteerden. ”.

Art. 71. De subdivisie “ Titel VI bis.- Postadoptieve begeleiding ” van hetzelfde decreet wordt vervangen door de subdivisie “ Afdeling 2.- Door de C.A.G. ”.

Art. 72. Artikel 48 bis van hetzelfde decreet wordt vervangen door artikel 48/1, luidend als volgt :

“ Voor een interlandelijke intrafamiliale adoptie, wordt de postadoptieve begeleiding ofwel rechtstreeks door de C.A.G., ofwel door de adoptie-instelling waaraan de C.A.G. die opdracht heeft toevertrouwd, verricht.

De Regering stelt de nadere regels voor die begeleiding vast, alsook het maximumbedrag dat van de adoptanten kan worden geëist. ”.

Art. 73. Tussen de artikelen 48/1 en 48/2 wordt een subdivisie “ Afdeling 3. Door andere postadoptieve begeleidingsinitiatieven ”.

Art. 74. Na de subdivisie “ Afdeling 3. Door andere postadoptieve begeleidingsinitiatieven ” wordt een artikel 48/2 toegevoegd, luidend als volgt :

“ De Regering steunt, binnen de perken van de begrotingskredieten en als gevolg van een oproep tot projecten, de vernieuwende praktijken inzake postadoptieve begeleiding, georganiseerd door rechtspersonen die onafhankelijk zijn van de adoptie-instellingen, volgens door haar nader te bepalen regels.

Die praktijken moeten beantwoorden aan nieuwe of niet vervulde behoeften en de bestaande praktijken verbeteren. ”.

Art. 75. De subdivisie “ Titel VII- Beheer van de dossiers en archieven ” wordt opnieuw genummerd en wordt “ Titel VI ”.

Art. 76. Het tweede lid van artikel 49 van hetzelfde decreet, en het derde lid van datzelfde artikel, ingevoegd bij het decreet van 1 juli 2005, worden opgeheven.

Art. 77. Na artikel 49 van hetzelfde decreet wordt een artikel 49/1 toegevoegd, luidend als volgt :

“ § 1. Vanaf de datum van inwerkingtreding van dit artikel, vullen de C.A.G. en de adoptie-instellingen, voor elke adoptie die ze begeleiden, een formulier in, waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld, dat inlichtingen over de geadopteerde en gegevens zonder identificatiemogelijkheid over zijn/haar biologische ouders inhoudt.

Dat formulier wordt aan de adoptanten meegedeeld in het kader van de verwantschap.

Er wordt een afschrift van dat formulier door de instelling aan de C.A.G. toegezonden.

§ 2. Dat formulier wordt op aanvraag van de geadopteerde door de C.A.G. of de adoptie-instelling overhandigd.

Als de geadopteerde meerderjarig is, wordt hem/haar een beroepsbegeleiding voorgesteld.

Als de geadopteerde minderjarig is, is de beroepsbegeleiding verplicht.

Als de geadopteerde een minderjarige van minder dan 12 jaar is, kan zijn/haar aanvraag alleen in aanmerking worden genomen als hij/zij door zijn/haar adoptieouders of zijn/haar wettelijke vertegenwoordiger wordt begeleid. ”.

Art. 78. Na artikel 49/1 wordt een artikel 49/2 toegevoegd, luidend als volgt :

“ De C.A.G. en de adoptie-instellingen laten de raadpleging van dossiers die zij bezitten door elke geadopteerde persoon of door diens vertegenwoordiger toe, in de mate toegestaan door de artikelen 368-6 en 368-7 van het Burgerlijk Wetboek en bij de Belgische wet.

De Regering stelt de nadere regels voor de raadpleging van de dossiers bedoeld in het eerste lid vast. ”.

Art. 79. In artikel 50 van hetzelfde decreet worden een tweede lid en een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

“ Met uitzondering van de wettelijk bevoegde administratieve en gerechtelijke autoriteiten, moet elke natuurlijke of rechtspersoon die in het bezit is van het adoptiedossier van een derde dat dossier aan de C.A.G. meedelen binnen een termijn van één jaar na de inwerkingtreding van dit lid.

Met gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met geldboete van 26 tot 500 euro of met één van die straffen alleen wordt gestraft, elke natuurlijke of rechtspersoon die de bepalingen van dit artikel niet naleeft.

Art. 80. De subdivisie “ Titel VIII. – Wijzigings-, opheffings-, overgangs- en slotbepalingen ” van hetzelfde decreet wordt opnieuw genummerd en wordt “ Titel VII ”.

Art. 81. De inhoud van de derde kolom van punt 59 van de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, met als opschrift “ Tekst van de toegestane uitgaven ” wordt gewijzigd als volgt :

“ Kosten voor de organisatie van de cyclussen voor de voorbereiding tot de adoptie, subsidies aan de adoptie-instellingen, terugbetaling van de niet-verschuldigde bedragen aan de kandidaat-adoptanten en werkingskosten van de Centrale Autoriteit van de Gemeenschap. ”.

Art. 82. Artikel 54 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

“ De verplichting die door artikel 13, 1 bis aan de adoptie-instellingen wordt opgelegd, moet uiterlijk één jaar na de inwerkingtreding van dit artikel vervuld zijn. ”.

Art. 83. Artikel 55 wordt vervangen door de volgende bepaling :

“ De kandidaat-adoptanten die de voorbereiding tot de adoptie vóór de inwerkingtreding van het decreet van 5 december 2013 tot wijziging van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de adoptie hebben ondernomen, voleindigen die volgens de op dat ogenblik nader bepaalde regels.

Dit geldt ook voor de nadere regels betreffende het maatschappelijk onderzoek bedoeld in artikel 29, in de versie vóór de versie voortvloeiend uit de inwerkingtreding van het voormelde decreet van 5 december 2013.

De leden van de Hoge Raad die in de in artikel 4, 1 tot 6, bedoelde ambten benoemd zijn op de datum van inwerkingtreding van het voormelde decreet van 5 december 2013, voleindigen hun mandaat. ”.

Art. 84. Artikel 55 bis van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 85. Dit decreet treedt in werking op de door de Regering vast te stellen datum.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 5 december 2013.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

—
Nota

(1) *Zitting 2013 – 2014*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 556-1.- Verslag, nr. 556-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 4 december 2013.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29039]

7 NOVEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du référentiel de validation pour le métier d'opérateur de production sur ligne industrielle dans le cadre de l'Accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue

Vu l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Communauté française du 22 octobre 2003 portant assentiments à l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de formation professionnelle continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

Vu la procédure d'élaboration du référentiel de validation des compétences pour le métier d'opérateur de production alimentaire sur ligne industrielle;

Vu la proposition des Commissions de référentiels et du Comité Directeur du Consortium de validation des compétences le 9 mai 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 octobre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 novembre 2013;

Sur proposition de la Ministre de l'enseignement obligatoire et de promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le référentiel de validation des compétences, tel qu'il figure en annexe (Unité 1) relatif au métier d'opérateur de production sur ligne industrielle est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de son adoption.

Art. 3. Le Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 novembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-M. SCHYNS